

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 504, 1,50 F
JEUDI 8 JUILLET 1971



Le P.S.U. et la
solidarité internationale

Les travaux du nouveau siège central du Parti sont en cours



Il s'agit d'aménager

- Au rez-de-chaussée :
 - Une salle pour la librairie de « Tribune ».
 - Deux bureaux pour la rédaction du journal.
 - Deux bureaux pour l'administration.
 - Une salle pour le fichier.
 - Une salle d'expéditions.
 - Un atelier d'impression.
- Aux premier, deuxième et troisième étages :
 - Douze bureaux pour la Direction nationale du Parti.
 - Trois salles de réunion, dont une faisant office de bibliothèque.

Cela représente plus de 60 000 francs de travaux, sans compter le mobilier.

Il reste également à rembourser un emprunt de 380.000 F.

LA SOUSCRIPTION

Chaque fédération doit collecter d'ici à la fin de l'année une somme équivalente à un timbre trimestriel de cotisation complet par militant.

La Direction nationale du Parti et l'administration de « Tribune socialiste » doivent pouvoir s'installer au plus tard le 30 JUIN prochain. Or, les travaux prennent du retard faute d'argent.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U. :

C.C.P. 140 20 44, Paris
en les envoyant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

Donner ou collecter pour le siège central du Parti, c'est une tâche militante urgente

L'équipe responsable des travaux recherche un camarade pour assumer la responsabilité des travaux de peinture (constitution des équipes, organisation du travail). La peinture pourra commencer à partir de début mai.

De la même manière, nous aurions besoin d'un grand nombre de peintres (ce n'est pas la peine d'être un spécialiste).

Adressez-vous à SUF. 19-20, en indiquant vos jours et heures disponibles.

Mitterrand : longue marche ou éternel retour ?

Robert Chapuis

M. Mitterrand fait son métier, et le fait plutôt bien. Ce n'est donc pas sur F. Mitterrand que nous nous interrogeons, mais sur son métier... Il consiste à donner la priorité à l'échéance électorale la plus proche pour galvaniser les énergies de la classe politique et redonner l'initiative aux forces réformistes face au parti conservateur. Si l'électorat répond favorablement, on pourra négocier dans de bonnes conditions avec les forces capitalistes. S'il est défavorable, on pourra résister à la pression du P.C.F. et lui disputer l'hégémonie dans l'opposition.

Ce fut pendant plus de vingt ans la politique de Guy Mollet. Elle connut sa consécration avec la victoire de l'Union des forces démocratiques en janvier 1956. L'accord entre Mollet et Mendès ne dura pas plus d'un mois et la guerre d'Algérie devint la grande affaire du régime, avec les suites que l'on connaît.

Le projet de grande fédération autour de Gaston Defferre fut plus ambigu tant il faisait de concessions aux anciens du M.R.P. Il fallut attendre 1965 pour retrouver à travers la candidature de F. Mitterrand une nouvelle U.F.D. Une notable différence pourtant : fidèle à la stratégie de démocratie avancée, le P.C.F. devenait partie prenante de l'union et récupérait à son profit, après l'échec, le langage et la « dynamique » de l'unité. La F.G.D.S. n'était plus qu'une position de repli, excluant toute offensive, comme on le vit en Mai 68, et sa dispersion, après son effondrement, fut le seul moyen pour la social-démocratie de retrouver une capacité d'initiative.

Nous assistons à une troisième tentative de regroupement démocratique. Dans des conditions bien meilleures que J.-J. S.-S. ne l'a fait au parti radical, Mitterrand s'est assuré le contrôle de l'appareil social-démocrate ; dans sa conférence de presse, il a donné le coup d'envoi : l'échéance est fixée — les prochaines législatives —, le slogan lancé — l'union de la gauche —, les alliances tracées — à droite vers les centristes par le parti radical, à gauche vers les gauchistes par le P.S.U. — et au nom du tout avec le P.C.F. pour la dernière étape. Jeanne d'Arc renaît : face à de Gaulle, l'inspiration manquait, mais face à Pompidou, tous les espoirs sont permis, d'autant que la nature des élections permet de faire quelque différence entre « la majorité » et « le président de la République ».

On ne recommence jamais l'Histoire. M. Mitterrand le sait car il a visiblement tiré les leçons du passé : il a réussi à battre la social-démocratie sur son terrain pour la contraindre à se dépasser elle-même dans le projet d'un grand parti démocrate à l'américaine. Néanmoins, l'excellence de la tactique ne change pas la réalité : la tâche historique de la social-démocratie est désormais terminée. Il est bien clair qu'en France, et dans un nombre croissant de pays capitalistes, le réformisme n'est plus une forme de lutte spécifique, c'est la condition même du développement social. Et il n'y a plus que deux grands pôles réformistes : le gaullisme sous sa forme atténuée du chabano-pompidolisme, et le P.C.F. contraint à cette stratégie à la fois par la pression de l'U.R.S.S. et par son type de relations avec la classe ouvrière, car la recherche d'un encadrement politique global, de type représentatif, met le P.C. au service des intérêts immédiats des diverses catégories de travailleurs.

Sans doute le régime actuel est-il miné par de puissantes contradictions, comme on l'a vu lors de récents débats au parlement, mais ce sont celles même du système capitaliste. Même si la

majorité électorale est généralement conservatrice, même si les députés U.D.R. sont des ultra-conservateurs, le régime devra trouver les moyens de la réforme au service du grand capital, quitte à rassurer sa majorité par des mesures d'ordre et la célébration des vertus policières. Ce qui est en cause c'est l'axe des réformes, non leur nécessité, sinon les jours du pouvoir seraient comptés et le patronat devrait chercher d'autres réformateurs.

Le P.C.F. connaît aussi de fortes contradictions entre sa base sociale qui reste largement ouvrière et sa stratégie qui l'amène à occuper le terrain de la social-démocratie. Il assume cependant de plus en plus son rôle de grand parti réformiste, couvrant de son aile protectrice les négociations syndicales et les rassemblements démocratiques. En refusant de poser le problème du pouvoir dans une perspective révolutionnaire, ses moyens d'action traditionnels deviennent la fin dernière de sa politique.

La parti socialiste, en privilégiant la voie parlementaire, est conduit à naviguer au hasard des difficultés de la majorité et des nécessités du P.C.F. Il peut vivre ainsi longtemps. Offre-t-il pour autant une issue politique ? Peut-on, aujourd'hui, être socialiste sans être révolutionnaire, avec toutes les conséquences que ce choix implique ?

M. Mitterrand tente d'unifier le magma gauchien, comme le fit naguère Pompidou du magma gaulliste, dans l'ouverture et dans la continuité.

Il facilite ainsi le vote des élections. La question est de savoir s'il convient de considérer les travailleurs avant tout comme des électeurs, s'il convient de profiter de leurs luttes pour réclamer le pouvoir ou de mettre la revendication du pouvoir au service de leurs luttes. L'expérience prouve que la recherche d'une majorité électorale a conduit souvent à limiter la portée politique des conflits sociaux. On ne combat pas ce danger par des préambules ou des déclarations d'intention...

La tentative de Mitterrand, malgré son aspect d'éternel retour, peut recevoir la sympathie d'hommes de gauche qui entendent faire profiter l'Etat de leur compétence ou de leur tempérament. Peut-elle intéresser ceux qui n'ont jamais connu de la « gauche » officielle que ses échecs, ses ennuis ou ses trahisons ? Peut-elle attirer ceux qui voient dans l'Etat l'expression des intérêts de la classe dominante et entendent lui substituer le pouvoir des travailleurs, non seulement sur la production, mais sur l'organisation sociale tout entière ? Pour ceux-là, les luttes des travailleurs ne sont pas l'objet d'une révérence ou une occasion de débat entre états-majors, elles sont la réalité même que les militants révolutionnaires ont pour tâche de traduire en termes politiques face à l'Etat capitaliste pour l'affaiblir d'abord, le renverser ensuite. C'est ainsi que les militants du P.S.U. comprennent leur rôle. Ils seront heureux de trouver à leurs côtés les militants du parti socialiste, s'il est vrai que — comme le dit F. Mitterrand — « le P.S. sera présent sur tous les terrains de lutte où se livre un combat contre l'exploitation capitaliste, quelle que soit la forme de cette exploitation ». Ce serait un fait nouveau, mais il est sûr que des jeunes socialistes commencent à prendre conscience de l'exigence du combat révolutionnaire. Alors, camarades, à Paris, à Lille, à Marseille, à Nancy, dans les campagnes de l'Hérault et du Puy-de-Dôme, engageons le combat contre le capitalisme, comme à Renault, à Michelin, à Berliet ou en Bretagne. Nous saurons alors que le P.S. ne se sert pas de luttes sociales aujourd'hui pour mieux les briser demain,

qu'il entend au contraire s'appuyer sur leur développement et les formes d'organisation qu'elles impliquent, non seulement avant mais aussi après la prise du pouvoir. En matière de langage, nous faisons confiance au parti socialiste, mais de la vieille chanson de Guy Mollet aux airs nouveaux de François Mitterrand, la même inquiétude demeure. Les mots servent souvent à cacher les choses ; il n'est qu'un révélateur : l'action. Si le nouveau leader met autant d'énergie à appuyer les luttes réelles des travailleurs qu'à rechercher des contacts avec les diverses organisations dont il a besoin, il y aura peut-être quelque chose de changé dans le combat socialiste, et M. Pompidou devra faire plus attention aux mots qu'il emploie, parce qu'il ne pourra plus parler de socialisme à la légère. □

L'AMOUR APRÈS 40 ANS



D' LAGROUA WEILL HALLE / D' VALENSIN
EDITIONS GUY DE MONCEAU

Ce n'est pas à la fréquence du désir que se mesure un amour, mais à la perfection de l'acte qui l'épanouit.

On a cru longtemps que l'amour et la sexualité étaient l'apanage de la jeunesse, aussi l'ignorance des problèmes de la sexualité est-elle grande chez les plus de 40 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque leur éducation a délibérément méconnu ces questions ?

L'ouvrage qui comble une telle lacune a pour auteurs :

- Le Dr LAGROUA WEILL HALLE, spécialiste des problèmes du couple ;
- Et le Dr VALENSIN, éminent sexologue dont les livres font autorité en France et à l'étranger.

QUELQUES-UNS DES CAS EXPOSES

Que faire avec un mari cardiaque ? La fréquence des rapports à l'âge mur. Un couple peut-il revivre après de longues années de séparation, l'amour de ses vingt ans ? Un mari dont la virilité baisse alors que sa femme s'épanouit. Comment compenser les troubles sexuels après l'ablation des ovaires ? La ménopause et les satisfactions solitaires. Le renouveau sexuel chez les vieux couples. Que faire lorsque les désirs ne persistent que chez un seul des deux conjoints ? La contraception après 40 ans. La jalousie de la ménopause. Les obsédés sexuelles. Des lettres confidentielles sur la sexualité des plus de 40 ans.

Vente à nos bureaux ou par correspondance.

EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, Paris 17^e. WAG. 34-62.

Paiement par chèque, mandat,
C.C.P. PARIS 6747-57, France ;
à la commande : 25 F

BON

à nous retourner pour l'envoi par poste.

Veillez m'adresser ...
exemplaires de

« L'Amour à 40 ans ».

Nom

Adresse

Mode de paiement choisi

T. S.

La presse d'information a rendu compte assez largement des travaux du VII^e Congrès du P.S.U. Cependant, à la lecture des différents articles, on ne comprend pas toujours très bien comment s'est préparée la décision finale. C'est pourquoi nous publions ici un ensemble de documents qui permettent de saisir la signification de ce qui s'est passé à Lille. A la suite du compte rendu détaillé de la première journée des travaux, nous publions les motions adoptées sur la solidarité internationale au cours de la séance du dimanche après-midi à l'exception de la motion sur l'Indochine, publiée dans notre dernier numéro avec la liste des délégués étrangers. Nous publions également des extraits de certaines interventions de ces délégués. Il nous est évidemment techniquement impossible de les reproduire toutes intégralement — la séance a duré trois heures — et nous poursuivrons donc ces publications dans la brochure spéciale sur le Congrès et dans le Bulletin International qui paraîtront à la rentrée. Par ailleurs, quelques erreurs s'étant glissées dans les derniers numéros de *Tribune*, dans ce domaine, nous tenons à les rectifier, et notamment à signaler que Georges Habache n'est évidemment pas le leader du F.P.D.L.P. comme pouvait le laisser croire la photo publiée par erreur dans notre numéro 502. Enfin, nous précisons que, au Congrès de Lille, la Confédération des Etudiants Iraniens-Union Nationale (C.I.S.N.U.) était présente et a pris la parole, et que l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais et l'Union Syndicaliste ouvrière d'Espagne ont envoyé un message. (Ces trois organisations n'étaient pas citées dans la liste parue dans notre dernier numéro).

Dans la dernière partie, nous retraçons l'essentiel des travaux de la séance de nuit en publiant toutes les résolutions indicatives adoptées par le Congrès et qui ont servi de base pour la confection des résolutions finales. Nous pensons avoir ainsi répondu aux vœux que de nombreux lecteurs nous ont exprimés de voir *Tribune* rendre compte le plus précisément possible du Congrès de Lille. Ces résolutions, en effet, ont une grande importance pour la poursuite du débat à l'intérieur du Parti. On comprendra que, pour des raisons de place, nous ne puissions publier que les résolutions adoptées. Mais, d'une part, l'ensemble des textes, majoritaires ou minoritaires, paraîtront dans une brochure spéciale à la rentrée ; et, d'autre part, la seule loi commune du Parti reste, bien entendu, la motion finale adoptée à la majorité, intitulée « Pour une orientation révolutionnaire » et que nous avons publiée dans notre dernier numéro.

T. S.

Philippe Guyot était à Lille

Pour tout savoir sur le Congrès

Le congrès s'est ouvert sur le discours d'un membre du bureau fédéral du Nord : Gérard Minet. Sa déclaration comportait un avertissement : il faut que le parti continue à progresser, surtout en ce qui concerne les problèmes ouvriers et paysans en refusant tout pas en arrière. Ceci doit être le but du congrès.

Une motion préjudicielle d'organisation des débats du congrès est déposée sur le bureau du président de séance par Yves Bucas-Français (commission nationale entreprises).

La fédération du Rhône dépose une proposition pour les suppléants qui est renvoyée en commission. Puis le congrès adopte la première partie de son ordre du jour (*unanimité moins une abstention*).

Des commissions de travail sont mises en place :

Commission des débats

GILLET Jean-Claude (Pyrénées-Orientales), DUBOIS Claude (Paris), MOREAU François (Yvelines), AUSTIN Jean-Claude (Val-de-Marne), GANCEL Pierre (Haute-Normandie), VICIER Michel (Paris), HANOUIZ Lucile (Ain), TEISSEIRE Jean-Marie (Var), ARTHUYS Jean (Essonne).

Commission des candidatures

COMONT (Haute-Savoie), CRAIPEAU Yvan (Alpes-Maritimes), BARON VARTIAN Serge (Charente), BOUSCAYROL (Var), DALBERT François (Paris), DOUILLET Guy (Hauts-de-Seine), FRACHON Daniel (Yvelines), FREMEAUX Victor (Rhône), MOUSEL Michel (Paris), SCHULBAUM René (Haute-Marne), VIARD Philippe (Bouches-du-Rhône).

Commission des mandats

CASCARANO Jean-Laurent (Paris), DREYFUS Tony (Yvelines), PEURIERE, PHILIPPON, CHAMBLIN Jean-Claude (Hauts-de-Seine), PERRONNET (Hauts-de-Seine).

Frachon présente ensuite le rapport financier. Ce qui caractérise la période, c'est, à effectif constant, une augmentation des cotisations des fédérations. Par ailleurs, les souscriptions ont progressé et des sommes assez importantes ont permis d'équilibrer le budget, bien que la tendance des dépenses soit en progression rapide.

Regnier (membre de la commission nationale entreprise) prône l'abstention pour la raison suivante :

le parti a fixé la priorité sur les entreprises ; à l'énoncé de la trésorerie, cela ne semble pas être le cas.

Le rapport est adopté (77 pour, 0 contre, 61 abstentions).

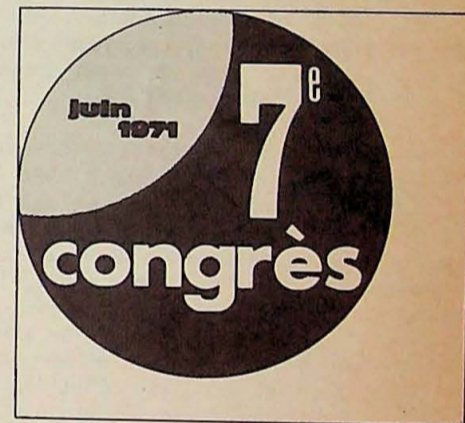
Robert Bresler présente le rapport de la commission nationale des conflits : les conflits ont été, hélas ! nombreux, surtout pour des cas d'indiscipline aux élections.

Le rapport de Serge Mallet

Ce rapport est le rapport politique de l'ensemble de l'activité du parti. Il faut considérer les problèmes d'organisation comme conséquents et donc nécessaires.

I. - Aggravation de la lutte de classes

D'une manière générale, c'est ce qu'on a pu constater au cours des deux dernières années. Mais il nous faut réfléchir sur les trois dernières semaines, et particulièrement la grève Renault, sa signification dans le mouvement social et ses conséquences sur la classe bourgeoise aujourd'hui.



La séance de l'après-midi commence par la présentation du rapport du bureau national, par Serge Mallet.

Cette grève a menacé l'industrie automobile.

Cette grève est le point optimum d'une série de mouvements sociaux qui ont changé de nature depuis 68.

En quoi consiste ce changement ? A Renault, il y a eu remise en cause de l'organisation du travail dans le système capitaliste ; remise en cause aussi des organisations syndicales remplissant leur rôle traditionnel d'encadrement.

Mais pour ces nouvelles formes et motifs de luttes, un débouché politique général n'a pas été trouvé.

Il faut considérer Renault comme l'aboutissement de l'activité du parti depuis deux ans : refus du système capitaliste, lutte pour le contrôle ouvrier, refus de la productivité à tout prix.

Par ailleurs, les débats et les décisions prises dernièrement au gouvernement montrent de plus en plus son vrai visage.

Le gouvernement remet en question les libertés démocratiques fondamentales. Le président de la République rassure son corps policier qu'il ne tient plus toujours sous son contrôle.

En fait, c'est une évolution de plus en plus totalitaire du pouvoir, obligé de s'organiser pour faire régner l'ordre s'il veut se maintenir.

Quel est le rôle du parti dans la politique générale ?

Il empêche l'intégration du mouvement social au système capitaliste, soit dans les contrats de progrès. Le gouvernement lui-même ne se fie plus aux négociations de sommet.

Il a permis de montrer l'authentique visage du gouvernement obligé de se fasciser pour se maintenir.

Tout ceci a accéléré le processus de mûrissement d'une crise révolutionnaire.

II. - Mouvement et situation de la crise révolutionnaire

Cette évolution est le produit de la contradiction interne du capitalisme : contradiction entre le développement du capitalisme international et l'État national.

Or, le capitalisme français ne peut survivre qu'en développant au maximum les forces productives.

Pour réaliser l'accumulation nécessaire, le capitalisme français pressure la classe ouvrière de façon à augmenter la productivité. La concentration capitaliste a modifié la situation de couches non directement prolétariennes. Ces contradictions ont provoqué un recours de plus en plus fréquent à la répression ; donc de plus en plus des couches sociales différentes entrent en conflit avec l'ordre. Et les moyens politiques traditionnels ne sont plus adéquats pour lutter et renverser ce régime.

III. - Situation de crise révolutionnaire

Il n'existe plus de consensus social majoritaire dans le système existant. Le prolétariat n'est plus une minorité.

Le niveau de prise de conscience politique des masses est bien inférieur à leur volonté de lutte.

C'est ce qui pose le rôle du parti en tant qu'organisateur de l'initiative des masses.

Aujourd'hui la situation est plus complexe que dans le passé du mouvement révolutionnaire. En effet, la cause est l'extension croissante du prolétariat, conséquence de la modification du capitalisme.

Ce que le parti ne doit pas être, c'est une avant-garde qui apporte la vérité aux masses.

Le parti doit éviter de présenter de vieilles recettes inadéquates à la réalité ; c'est-à-dire le danger de l'organisation pure : la Ligue nous donne un bon contre-exemple. Mais il faut aussi éviter la tentation spontanéiste (dynamique, mais se faisant des illusions sur « les masses »).

Toutefois il faut reconnaître le rôle de ces tendances dans le parti ; ce sont elles qui veulent le faire avancer alors que d'autres veulent le faire reculer sous prétexte qu'on va trop vite.

Or, il ne dépend pas de nous que les mouvements sociaux se transforment. Il ne dépend pas de nous de faire par exemple que le mouvement paysan de réforme ne devienne pas révolutionnaire.

Il ne dépend pas de nous que la lutte de classe exige et appelle un changement de parti.

IV. - Le parti doit changer, comment ?

Le parti doit devenir un mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire partir de la lutte de masse ; s'organiser sur cette lutte de masse ; se transformer avec ces luttes de masse.

Il y aurait pourtant danger à ce que les spécialistes de la politique décident pour les masses, l'électoratisme favorisant le retour des classes dominantes. En fait, le mouvement de masse existe et ne parvient pas à se coordonner. L'existence ou la constitution d'une avant-garde révolutionnaire ne résoudrait rien. En cas de prise de pouvoir, elle n'aboutirait qu'à un changement des titulaires du pouvoir. Le problème est de donner le pouvoir à la base, ce qui donnerait naissance à un véritable État socialiste. Cette transformation suppose la maturation du temps.

Quel est donc, dans cette perspective, le bilan du parti ? Il n'a pas reproduit un schéma ancien, il a fait une analyse actuelle, à partir de son insertion dans les luttes, il a souligné le rôle de la création du secteur entreprise qui a été capable de traduire la nouveauté de la forme des luttes menées dans les entreprises. Ce secteur n'a pas été le « garde-fou » du mouvement syndical. Il a donc considérablement renouvelé le parti, tout comme l'insertion des paysans. Il faut toutefois considérer le poids de la tradition dans le mouvement ouvrier. Cet héritage ne correspond plus aux luttes que mènent les militants à la base. Cela se traduit par une contradiction entre la pratique des militants et la tendance qui a été de théoriser les problèmes du parti. Or, la vraie question est de changer le parti pour le lier aux masses. Si Lambert a demandé, à Orsay, le changement des structures du parti, c'est que, de plus en plus, la structure du parti est marginale par rapport à sa pratique. Le parti doit se donner la structure d'un mouvement révolutionnaire à travers les luttes de masse.

Henri Leclerc présente ensuite un complément sur la répression.

La répression s'aggrave et le pouvoir, de plus en plus, sait répondre à la révolte qui s'organise. Il faut citer la répression sur les militants politiques, dans les prisons, sur les journaux qui dénoncent les exactions du pouvoir.

L'action contre la répression s'est concrétisée dans le « Secours rouge ». Celui-ci n'a pas toujours été capable d'unir la population contre la répression. Ceci exige une redéfinition de notre participation dans le « Secours rouge ».

Il faut dénoncer les formes de répression de plus en plus brutales, échappant au pouvoir lui-même : les provocations, les pressions faites sur les organisations. Ce qui est arrivé à Bernard Lambert ne peut être considéré que comme une forme de répression sur un militant révolutionnaire.

Un débat général s'engage sur le rapport de Serge Mallet.

Pour Hubi (Val-d'Oise), le rapport de Mallet n'est pas un bilan. Il intervient sur certains points stratégiques. Mais qu'en est-il du mouvement étudiant ? Et du contrôle politique de certains secteurs ?

Savelli (Pyrénées-Orientales) pose le problème de la colonisation de certains départements du pays par le capitalisme français. Le problème de la colonisation et des ethnies existe. Il demande que le parti se définisse et agisse par rapport à ces problèmes.

Colin (Rhône) intervient sur *Tribune Socialiste*. Il s'élève contre le fait que *Tribune* soit soumis à des variations politiques. Si ce journal veut avoir un équilibre financier, cela implique un redressement de sa ligne politique et qu'il ne soit plus l'affaire de certains individus, ce qui permettra une vente militante accrue.

Vincent (Hauts-de-Seine) pense qu'il ne faut pas se polariser sur la déficience d'organisation car cela ne permettrait plus de voir les problèmes politiques. Or, ces problèmes sont liés aux activités quotidiennes des sections. Le parti ne doit pas seulement adopter des thèmes idéologiques mais maîtriser des situations difficiles. Il ne peut prolonger ses acquis ou rester sur place pour éviter les dangers contraires. Quant à *Tribune Socialiste*, il reflète la

diversité du parti telle qu'elle s'est exprimée dans les textes préparatoires au congrès. Par ailleurs, *Tribune* fonctionne sur les mêmes finances que le parti. Il ne peut donc progresser plus vite que lui. Le rapport des rédacteurs de *Tribune* qui a été annexé traduit leur insatisfaction et leur souci d'une responsabilité collective du travail. Il faut en effet que le comité de rédaction soit désigné par le D.P.N.

Martinet (Drôme) refuse de voter le rapport du B.N. D'abord, parce qu'il est parvenu trop tard. Il y a eu de graves défauts dans la préparation du congrès. Et puis, on présente des divergences, mais celles-ci n'empêchent pas un rapport unanime. Les problèmes politiques sous-jacents doivent être connus du parti. Le rapport de Mallet qui est un véritable rapport d'orientation, sans qu'on voit bien à quelle tendance il se raccroche, ne présente qu'un aspect des choses. En particulier, il élude notre rapport avec le parlementarisme. Il est certes inutile de discuter de tactique électorale, mais il faut discuter de notre position sur les transformations de la vie politique.

Malié (Aveyron), sans repousser le rapport, regrette néanmoins son envoi tardif.

Croste (Tarn) s'abstiendra pour les mêmes raisons. Par ailleurs, il faut définir nos positions par rapport à l'université. Il faut des perspectives par rapport à la radicalisation des luttes.

Craipeau (Alpes-Maritimes) refuse de voter ce rapport. Le positif de ce bilan a été l'orientation révolutionnaire du parti. C'est important parce qu'il y a danger à ce que le progrès amorcé à Dijon soit stoppé. Le négatif, c'est de parler de grandes crises révolutionnaires. L'intervention dans l'unification des luttes est encore restreinte. Il faut impulser davantage les groupes d'entreprises. A cet égard, l'exemple des Batignolles est éclairant. Il y a eu dans ce domaine incapacité de la D.P.N. à éclairer le mouvement, tout comme pour les problèmes étudiants.

La situation exige la construction d'un parti révolutionnaire. L'autocritique n'a pas été faite. Nous avons besoin d'une nouvelle direction.

Frémaux (Rhône) estime que le parti a besoin d'un bilan d'activité. Un rapport politique impliquait un jugement sur l'application faite à partir du congrès précédent.

Car les critiques ne manquent pas : notre impuissance vis-à-vis de l'université laisse craindre une carence vis-à-vis de notre réplique par rapport à la répression. Des amorces de discussions ont eu lieu avec l'O.J.T.R., mais de manière trop discontinu.

Certes, en ce qui concerne la formation dans le parti, il y a une progression théorique d'ensemble (stages, fiches).

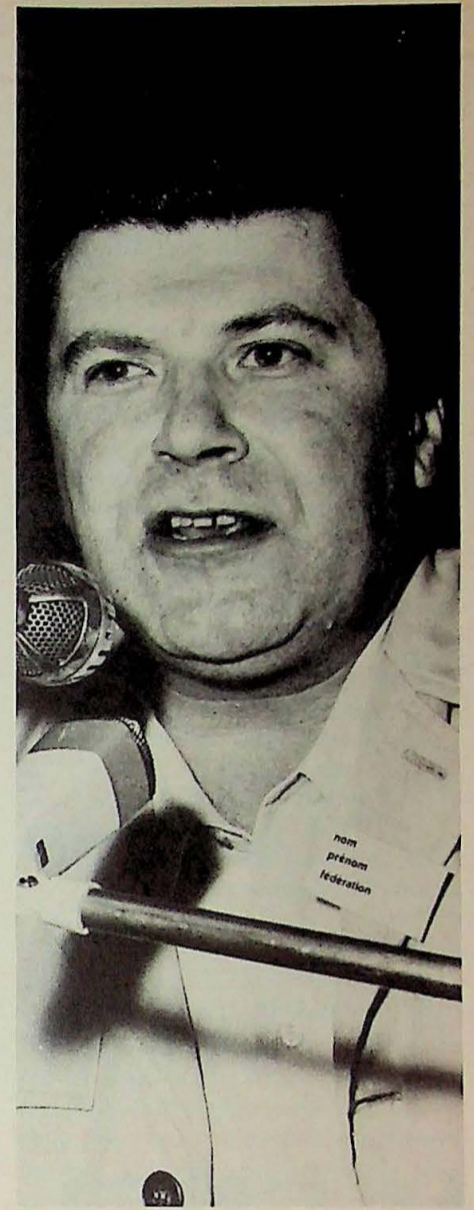
De plus, l'affirmation autonome du parti dans les luttes aussi bien que dans les élections a été importante.

Des transformations sont intervenues dans le parti : le secteur entreprise a été créé malgré les difficultés d'implantation, mais, avec les A.O.P., c'est une rupture irréversible avec la façon dont les débats étaient menés antérieurement qui a eu lieu. Ceci est l'amorce d'une transformation du parti.

Adam (Paris) explique que le parti a demandé à l'U.N.E.F. d'intervenir dans le mouvement de masse. En fait, le secteur étudiant n'a jamais mené autant de luttes dans les masses. C'est une véritable carence dans les directives du parti qui a dû être constatée.

Mallet demande de ne pas confondre ce qui relève de la D.P.N., du B.N. et du parti. Quatre-vingt-neuf pour cent des décisions ont été prises sans vote au B.N. parce que ses membres « étaient d'accord ». Le rapport d'Orsay a été rédigé par le B.N. En fait, il y a souvent un contresens sur la notion de parti. On nous dit : il faut soit former des militants pour les envoyer dans les masses, soit former des militants à l'intérieur du mouvement de masse. C'était la thèse de Dijon. C'est à partir de là qu'il faut enregistrer le positif et le négatif.

Le négatif, c'est vrai, c'est l'échec vis-à-vis du mouvement étudiant. Ce qui est vrai, c'est que l'erreur des camarades



chargés du mouvement étudiant ne pouvait être sauvée par l'intervention d'un seul membre du B.N. Mais, en fait, la situation du mouvement étudiant ne coïncidait pas avec la progression dans le mouvement ouvrier.

Or, la concentration des efforts du parti avait été décidée sur le secteur entreprises. Nous avons décidé de donner la priorité aux luttes de masse. L'abandon de certains secteurs a été conscient. Ceci implique une réorganisation du parti, une précision sur les modes d'intervention, avec les mouvements de masse et avec les syndicats.

Si l'innovation que comporte le secteur entreprises et les A.O.P. n'était pas retenue, le congrès serait inutile. C'est une innovation d'importance, car le P.C. n'a plus le monopole des luttes de masse. Il prend de plus en plus une position défensive.

Il faut constater le déphasage entre l'influence du P.S.U. et les capacités d'organisation en présence. Ainsi le retard dans la pratique sociale de l'organisation. Il y a plus de militants que d'adhérents. Il faut changer les structures du parti et permettre de faire entrer dans le parti des milliers de militants qui se battent sur nos positions. Il faut donner leur place à ceux qui animent la lutte des masses, non aux donneurs de leçons.



En complément, Jacques Malterre donne des indications sur les effectifs et la composition du P.S.U.

En ce qui concerne les effectifs, à la date du congrès, 11.172 cartes étaient rentrées. Compte tenu des retards, cela devrait donner 13.500 cartes d'ici la fin de l'année, ce qui représente un effectif égal à celui de l'an dernier.

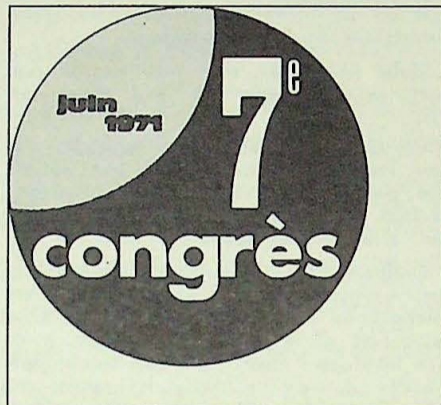
La composition sociale peut être établie (sur les 5.000 premières cartes rentrées).

Le classement est fait d'après les secteurs d'action. Ainsi, par exemple, un ingénieur agronome sera classé dans le secteur agricole, un menuisier dans un lycée sera classé dans le secteur enseignement. Le résultat de ce calcul est le suivant :

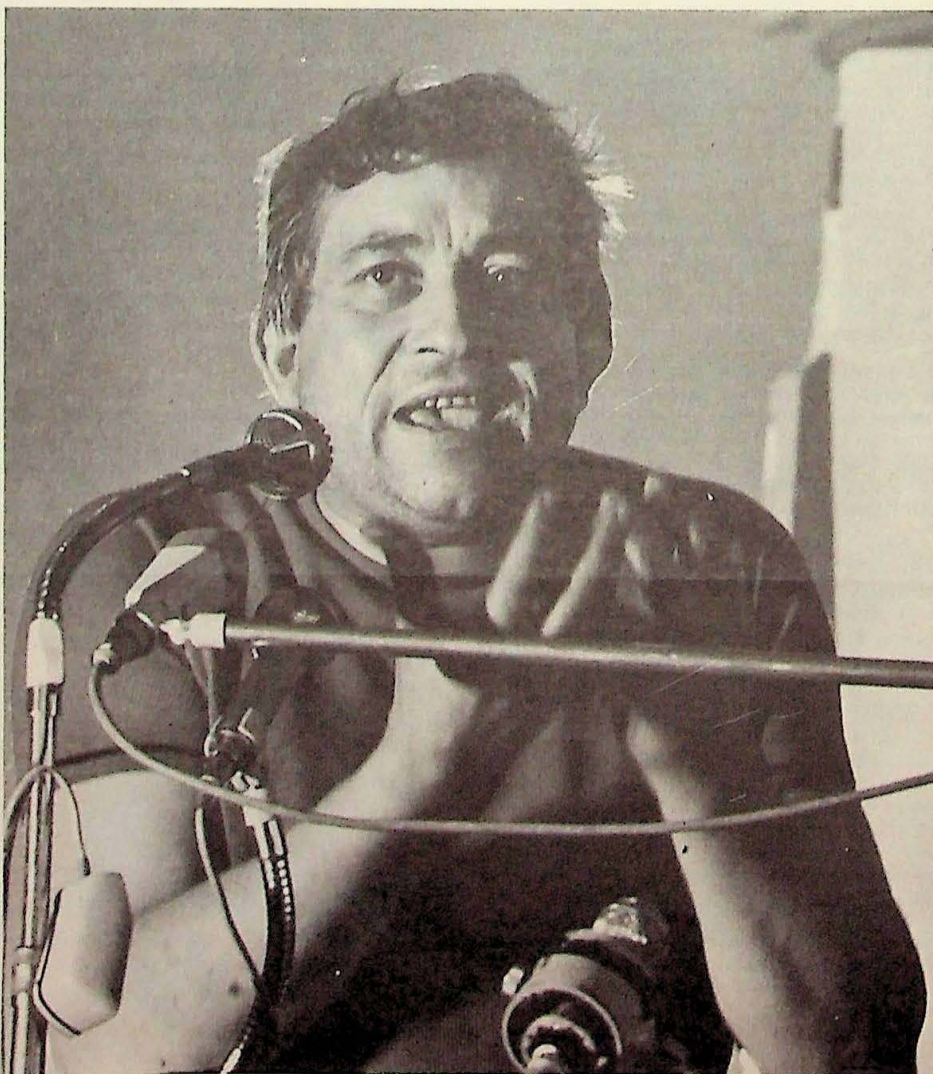
- Industriel : 23 % ;
- Services (S.N.C.F., P.T.T., etc.) : 26 % ;
- Enseignement : 27 % ;
- Agricole : 3 % ;
- Femmes sans activité : 6 % ;
- Lycéens : 1 % ;
- Étudiants : 11 % ;
- Divers : 3 %.

Le vote sur le rapport du B.N. donne le résultat suivant :

Pour	255
Contre	78
Abstentions	171
Refus de vote	104



La motion préjudicielle



Collombert

Le débat s'engage sur la motion préjudicielle, demandant que le congrès ne discute pas à partir des six textes présentés par les tendances, mais à partir du texte des assemblées ouvrières et paysannes.

Bernard Lambert présente cette motion. Il refuse une méthode partant de textes pré-établis, faisant fi des acquis du parti. Le principal acquis est la présence aux luttes réelles sur les lieux de production. L'élaboration politique doit partir des luttes, le parti jouant le rôle d'intellectuel collectif. C'était l'objectif des assemblées ouvrières et paysannes qui n'étaient pas parfaites, mais où des militants du parti et extérieurs au parti se sont sentis à l'aise.

Un certain nombre de militants retrouvent leurs analyses dans plusieurs textes de tendances.

Il faut, dans un premier temps, faire une synthèse opérationnelle des expériences différentes des militants dans les luttes. Sur certains points, les clivages apparaîtront. Le congrès devra trancher, mais seulement dans un deuxième temps.

Praxelle (Hauts-de-Seine) défend la motion préjudicielle. Il rappelle la décision prise par le conseil national d'Orsay : le congrès doit être préparé sur les textes élaborés dans les A.O.P. par les camarades qui mènent les luttes. Il refuse un débat de tendances qui ferait passer le texte des A.O.P. sous la table.

Dubreuil (Haute-Normandie) intervient contre la motion préjudicielle. Les textes des A.O.P. ont été transmis dans la confusion par *Tribune socialiste*. Les six textes d'orientation ont été élaborés à partir de ceux des A.O.P. et les clivages qu'ils font apparaître se trouvaient déjà dans les textes des A.O.P.

Fontès (Nord, Pas-de-Calais) estime qu'il peut y avoir une ou deux analyses, mais pas six. Il dénonce une volonté de créer des tendances par le sommet. 5 % à peine des militants peuvent s'y retrouver. La démocratie consiste à élaborer ensemble, à partir de la pratique, une analyse et une orientation. On utilise le vote quand la démocratie a échoué.

Victor Fay (Paris) estime qu'abaisser la frontière entre organisés et inorganisés ouvre la porte à toutes les mouvances et donne aux dirigeants toutes les possibilités de manipulations. Reprendre le débat à partir des textes des A.O.P., comme si les six textes d'orientation n'avaient pas été présentés, c'est effacer les discussions qui ont préparé ce congrès dans les sections et les fédérations. Les délégués ne doivent pas briser le contrat qui les lie à leurs mandats.

On vote sur la prise en considération de la motion préjudicielle : 386 pour, 173 contre, 36 abstentions et 22 refus de vote.

Chapuis (bureau national) présente une proposition d'amendements à la motion préjudicielle. Il propose au départ un recensement des votes émis par les fédérations sur les textes d'orientation, puis la mise sur pied de cinq grandes commissions, au lieu des trois proposées par la motion préjudicielle. A l'issue des travaux de ces cinq commissions « se-

ra réunie une commission de regroupement des textes qui mettra au clair les points d'accord et les points de désaccord ; cette commission sera composée de camarades qui ont présenté des propositions divergentes dans les grandes commissions, ainsi que trente camarades désignés en fonction des courants qui se sont manifestés au départ ».

Défendant sa proposition, Chapuis estime qu'elle permet aux commissions de travailler sur des bases plus claires et d'être fidèles aux mandats émanant des fédérations.

Selon Fremaux (Rhône), « l'amendement dit exactement ce que la motion préjudicielle a repoussé ». Il propose de le refuser.

Pour Garnier (Loire), la procédure prévue par l'amendement permet d'ouvrir le débat, en référence à une orientation d'ensemble. Il propose de l'accepter.

Simon (Paris) dépose un autre amendement qui consiste à créer quatre commissions, au lieu des trois proposées par la motion préjudicielle, avec une répartition différente des questions traitées. Les positions divergentes essentielles qui apparaîtront au cours des débats de ces commissions seront soumises à un vote indicatif, par mandats, du congrès. Sur la base de ces votes indicatifs, les quatre commissions désigneront leurs représentants à la commission politique des résolutions, chargée d'élaborer des textes de synthèse.

Le congrès engage un débat de procédure. Ces amendements sont-ils contradictoires ? Autrement dit, faut-il voter contradictoirement sur les trois propositions à la fois (modalités prévues par la motion préjudicielle, amendement Chapuis, amendement Simon) ? Ou bien faut-il se prononcer séparément sur chacun des deux amendements ?

Le congrès approuve à main levée la seconde procédure.

On vote sur l'amendement Chapuis. 238 voix pour, 331 contre, 22 abstentions, 31 refus de vote. L'amendement est repoussé.

Pour Simon, il faut éviter deux dangers : le risque de flou politique et le débat gelé par les textes ne représentant pas les clivages réels. Il faut donc aboutir à la présentation des textes de synthèse à partir des propositions des A.O.P., contradictoires sur certains points, et tenir compte de l'apport des congrès fédéraux. Il faut cerner les divergences réelles.

Fontès (Nord) estime que cette proposition ne dénature pas fondamentalement la motion préjudicielle, mais elle lui paraît peu réaliste.

Beneteau (Haute-Garonne) déclare qu'il était d'accord avec la motion préjudicielle mais qu'il faut éviter toute confusion. Il votera l'amendement suivant.

Le vote donne les résultats suivants : 304 pour, 229 contre, 91 abstentions.

L'amendement est adopté. La motion préjudicielle, amendée, est adoptée à main levée par 128 délégués contre 22. Il y a 29 abstentions.

Le 7^e Congrès et la solidarité internationale

Les motions adoptées

Iran

Le 7^e Congrès du P.S.U., ayant pris connaissance de la vague de répression qui s'abat en Iran afin de mater la lutte du peuple iranien en vue des préparations scandaleuses des festivités du 2.500^e anniversaire de la monarchie en Iran, condamne :

— l'assassinat des dizaines d'ouvriers des usines de Djahan (Téhéran) le 27 avril 1971 ;

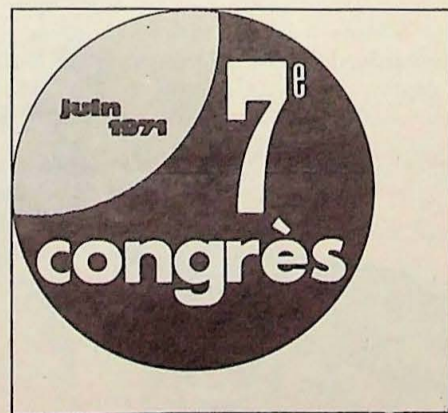
— l'assassinat de cinq étudiants de l'Université de Téhéran ainsi que l'arrestation de plus de 500 étudiants le 26 avril ;

— l'exécution de treize patriotes le 17 mars 1971 ;

— l'arrestation des milliers de patriotes par les sbires de la SAVAK afin de faire régner un silence de cimetière pendant les festivités du 2.500^e anniversaire.

Le 7^e Congrès du P.S.U., conscient de l'importance de la lutte du peuple iranien pour sa libération, conscient de l'enjeu de cette lutte dans le cadre de l'ensemble du mouvement anti-impérialiste du Moyen-Orient, exprime sa solidarité militante avec la lutte du peuple iranien et mandate le bureau pour promouvoir des actions de solidarité avec ce peuple.

Le 7^e Congrès du P.S.U., ayant appris la nouvelle de la condamnation à mort de sept patriotes par le par-

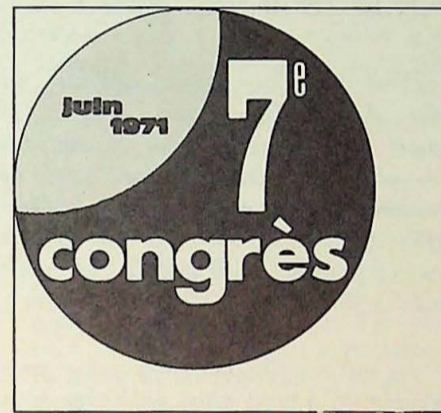


quet militaire de Téhéran, condamne ce nouveau crime et réclame l'annulation de ces condamnations.

Le 7^e Congrès du P.S.U. condamne l'appui du gouvernement français au régime fascisant et anti-populaire de l'Iran. □

Chili

Le 7^e Congrès du Parti Socialiste Unifié, réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, assure de son soutien les forces qui, au sein du gouvernement d'Union Populaire du Chili, dirigé par le camarade Salvador Allende, luttent pour que le Chili devienne, après Cuba, le deuxième territoire libre d'Amérique. Cette lutte cons-



titue un espoir pour tous les peuples d'Amérique latine, et doit bénéficier de la solidarité active de l'ensemble des mouvements progressistes et révolutionnaires dans le monde. □

Palestine

Le 7^e Congrès du Parti Socialiste Unifié, réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, salue la présence à ce Congrès de représentants de la résistance palestinienne. Il tient à assurer le peuple palestinien de son soutien sans réserve dans la lutte entreprise pour la libération totale de la Palestine occupée par les agresseurs sionistes.

Il réaffirme sa condamnation envers tous ceux qui, dans le monde arabe et ailleurs, ont accepté le rôle que leur désignait l'impérialisme nord-américain pour tenter de liquider la résistance palestinienne, et dont Hussein de Jordanie est l'exemple le plus sanglant.

Le P.S.U. réaffirme également sa ferme décision de faire obstacle à toute forme de racisme, à l'antisémitisme qui nourrit le sionisme, comme

au racisme anti-arabe. Il assure la résistance palestinienne de son soutien total dans la construction d'une Palestine unifiée, libre, démocratique et laïque. □

Algérie

Le 7^e Congrès du Parti Socialiste Unifié, réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, dénonce les campagnes inqualifiables qui ont été déclenchées contre les travailleurs algériens en France depuis quelques mois. A l'occasion des justes décisions du gouvernement algérien concernant la prise en contrôle des richesses nationales par le peuple algérien, les nostalgiques de l'O.A.S. et de l'Algérie française ont déclenché, avec la complicité active des forces de police françaises, une série d'agressions souvent meurtrières contre les travailleurs algériens.

Le P.S.U. réaffirme qu'en aucun cas de telles agressions ne pourront se poursuivre sans qu'une riposte, la plus massive possible, n'arrête par tous les moyens les actes racistes dont sont victimes les travailleurs algériens ou d'autres travailleurs immigrés. □

Érythrée

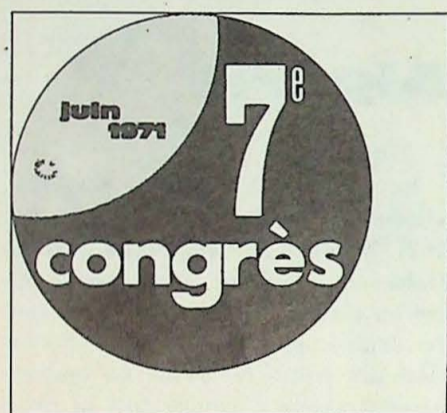
Le 7^e congrès du P.S.U., réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, salue la présence à son congrès d'une délégation du F.L.E., qui dirige depuis 1961 la lutte armée du peuple érythréen contre le colonialisme féodal éthiopien, chien de garde des intérêts impérialistes, notamment américains et israéliens.

Le P.S.U. assure le peuple érythréen, ainsi que son Front national, de sa solidarité révolutionnaire, et dénonce la présence de bases militaires américaines et israéliennes sur son territoire, ainsi que la complicité active du gouvernement français avec le régime féodal éthiopien. □

Colonies françaises

Le 7^e congrès du Parti Socialiste Unifié, réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, profite de la présence ou des salutations et messages de diverses organisations desdits Départements et Territoires d'Outre-Mer, pour réaffirmer sa volonté de lutter contre le colonialisme français en Amérique latine, en Somalie, dans l'Océan Indien et dans le Pacifique.

L'anticolonialisme qui a été l'un des principaux moteurs de la fondation du P.S.U., consiste pour nous dans le soutien actif à apporter aux organisations de lutte que ces peuples colonisés se sont données, sans



intervenir en aucune manière dans la définition de leurs lignes politiques.

Le P.S.U. dénonce les assassinats dont la police coloniale française se rend régulièrement coupable, notamment lors du récent voyage du ministre Messmer aux Antilles dites françaises. □

Procès de Marrakech

Le 7^e congrès du Parti Socialiste Unifié, réuni à Lille, du 26 au 28 juin 1971, tient à exprimer son émotion devant l'agression dont est victime, en ce moment, l'Union nationale des forces populaires. Le simulacre de procès qui se déroule à Marrakech symbolise le caractère réel

● A nos lecteurs

Le prochain numéro de « T.S. » paraîtra vers la fin juillet. Il sera consacré spécialement aux loisirs, qui seront étudiés sous tous les angles.

Les fédérations et sections peuvent dès maintenant passer les commandes pour ce numéro spécial à « Tribune socialiste », 9, rue Borromée, Paris XV^e.

La publication normale de « T.S. » reprendra au début septembre.

du régime marocain qui, avec la complicité active du régime fasciste espagnol, essaie de faire subir aux forces progressistes marocaines une répression qui s'ajoute au massacre de mars 1965 de Casablanca et à l'assassinat du militant révolutionnaire Mehdi Ben Barka, à Paris, par les agents d'Oufkir.

Le P.S.U. exprime son indignation devant le fait que cet assassin condamné par la justice française a pu se rendre sans être inquiété en territoire français — en l'occurrence l'ambassade à Rabat — et y rencontrer le ministre français Maurice Schumann. Le 7^e Congrès du P.S.U. assure les camarades marocains accusés à Marrakech, ainsi que l'ensemble des mouvements progressistes et pré-révolutionnaires marocains, de sa totale solidarité internationale. □

Les interventions des délégués étrangers

F.N.L. (Sud-Vietnam)

C'est avec joie qu'aujourd'hui, au nom du F.N.L. du Sud-Vietnam, je viens vous adresser nos salutations les plus chaleureuses ainsi que nos souhaits amicaux pour que ce 7^e Congrès du P.S.U. obtienne de grands succès guidant ainsi la lutte que vous menez pour une société plus juste.

Je saisis cette occasion pour vous exprimer, à vous ainsi qu'à tous ceux qui ne sont pas ici et à qui je vous prie de bien vouloir transmettre nos salutations fraternelles, nos remerciements profonds pour les actions que vous avez développées en faveur de la lutte de notre peuple contre l'agression américaine, pour le salut national.

Comme vous le savez, la venue au pouvoir du Président Nixon a coïncidé avec une intensification extrême de cette guerre impérialiste menée depuis plus de 10 ans au Sud-Vietnam. Ébranlée par l'offensive généralisée de février 1968, au cours de laquelle des centaines de villes et de bases militaires au Sud-Vietnam ont été l'objet d'attaques des Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam, l'administration Johnson a dû se démettre et Nixon s'était fait élire sur la base d'un programme qui promettait la paix au Vietnam en six mois. Depuis lors, nous avons vu ce que signifiait cette paix : celle des terres tournées et retournées par des bombardements massifs ; celle des villages brûlés par le napalm, asphyxiés par les gaz, dépeuplés par les moyens de guerre les plus meurtriers ; celle d'une population contrainte à s'entasser dans les bagnes ou dans les camps de concentration qu'on appelle « hameaux stratégiques » ou « camps de réfugiés ».

Conseil national

Le 7^e Congrès du P.S.U. réaffirme la volonté du parti de définir et de préciser sa stratégie internationale. Il confirme la décision du Conseil national d'Orsay de consacrer à ces problèmes son prochain Conseil National. Ce Conseil devra être précédé par un large débat dans tout le parti.

Le congrès charge la commission internationale de soumettre au parti toutes les informations nécessaires à la préparation et au déroulement des débats.

Ce congrès mandate la commission internationale sous le contrôle de la D.P.N., pour que soient associées à la préparation du conseil les organisations révolutionnaires en lutte contre l'impérialisme. □

ainsi : désormais, pour éviter les pertes humaines dans le corps expéditionnaire américain — ce qui aurait pour effet d'intensifier la lutte du peuple américain contre la guerre — le gouvernement américain, tout en retirant ses troupes au compte-gouttes, intensifie les bombardements, équipe davantage les troupes fantoches indigènes, les encadre et les commande directement dans le combat qu'elles livreront pour sauvegarder les intérêts des impérialistes.

C'est ainsi que sous la présidence de Nixon, le tonnage de bombes larguées sur le Sud-Vietnam a été plus élevé que celui utilisé depuis 1965 jusqu'en fin 1968. C'est aussi sous Nixon que la guerre d'agression s'est étendue au Cambodge, que la guerre cachée contre le peuple lao s'est montrée sous son vrai jour, lors de l'invasion du Laos en février dernier. Au Sud-Vietnam, la répression s'est largement accentuée, en particulier dans les villes où la population, écrasée d'impôts et de taxes en tous genres, est obligée de livrer ses fils à cette politique de « jaunissement des cadavres ».

Pourtant Nixon se trompe s'il croit qu'en accentuant cette guerre criminelle, il pourra contraindre le peuple vietnamien et les autres peuples d'Indochine à se plier à ses exigences.



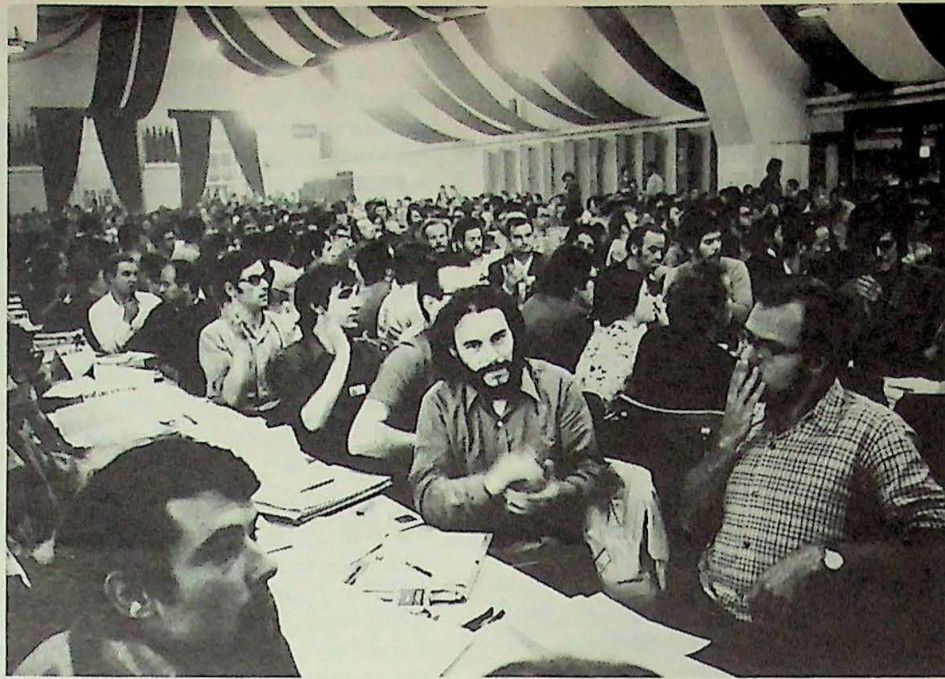
Ha Thant Ian (Front National de Libération du Sud-Vietnam).

Au Sud-Vietnam, la formation il y a deux ans du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam, constituait un événement politique fondamental. En effet, concrétisant encore davantage sa politique de large union nationale pour lutter contre l'agression américaine, le Front National de Libération, organisateur et dirigeant de la résistance depuis 1960, a formé le 6 juin 1969 avec l'Alliance des Forces Nationales Démocratiques et de Paix du Vietnam, le G.R.P. de la R.S.V.N. Plus que jamais, l'administration fantoche de Thieu-Ky-Khiem se trouvait isolée, plus que jamais, la victoire politique devenait réalité. En deux ans, le pouvoir populaire à tous les échelons s'est fortement consolidé, les zones libérées ne cessent de s'étendre. La réforme agraire a permis aux millions de paysans de bénéficier du fruit de leur travail et a permis de répondre aux besoins de la résistance. L'enseignement comme le service sanitaire ont connu une expansion rapide, permettant à des millions de nos enfants et des personnes plus âgées d'avoir leur classe et de suivre des cours complémentaires et des cours techniques dans les conditions même les plus difficiles.

Sur le plan militaire, rien qu'en 1969-1970, plus d'un million de soldats ennemis dont plus de 345.000 Américains, ont été mis hors de combat, des milliers d'avions et de véhicules militaires détruits. La « pacification », artère principale de la « vietnamisation », a été mise en échec par la destruction de 8.500 « hameaux stratégiques », la libération de 3.600 hameaux et l'élimination de 400 groupes de « pacificateurs ».

Au début de l'année, l'armée fantoche a été taillée en pièces sur le front de la route 9, sur les Hauts-Plateaux, et ce malgré un appui aérien américain massif. Actuellement, la guérilla s'intensifie aux portes mêmes de Saïgon, et la bataille ne cesse de faire rage dans le delta du Mékong. Ces éléments soulignent avec netteté l'échec de la « vietnamisation » comme ils traduisent cette vérité fondamentale : si en un temps aussi court le G.R.P. a pu remporter d'aussi grandes victoires, c'est que son programme de lutte pour l'indépendance nationale, la paix, la démocratie, la neutralité et la concorde nationale traduit les aspirations les plus fondamentales de la population du Sud-Vietnam et le G.R.P. est le représentant authentique de cette population.

Actuellement, sous l'effet de la politique de « vietnamisation », de plus larges couches de la population des zones urbaines sont entrées dans la lutte. Intellectuels, étudiants, travailleurs, commerçants, bouddhistes et catholiques, femmes et vieillards se retrouvent et souvent pour exiger, malgré une répression fasciste, le départ des troupes américaines, l'indépendance du pays et le renversement de l'administration belliciste et corrompue Thieu-Ky-Khiem. Ces exigences rejoignent celles que le F.N.L. et le G.R.P. ont formulées et ceci explique la vigueur et la pro-



fondeur de ce mouvement populaire urbain.

Au Cambodge, un an après le coup d'Etat qui a évincé le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, le G.R.U.N.C. et le F.U.N.K. ont libéré les 4/5^e du territoire khmer, ils ont infligé aux troupes U.S. comme à celles des fantoches de Saïgon et leurs valets de Phnom Penh des échecs retentissants. La dernière bataille de Snoul au cours de laquelle près de 2.000 soldats de Saïgon furent mis hors de combat en quelques jours, prouve la force des patriotes khmers comme la défaite inéluctable de la doctrine Nixon appliquée au Cambodge.

Au Laos, plus des 2/3 du territoire ont été libérés et cette zone s'étend d'un seul tenant du Nord jusqu'au Sud. L'invasion du Laos en février dernier qui visait à faire rétrécir la zone libérée et à créer un rapport de forces favorable aux Américains, s'est traduite par une lamentable défaite. Plus de 15.000 soldats saïgonnais et américains furent mis hors de combat, des centaines de blindés et d'avions furent détruits. Désormais le Plateau des Bolovens est entièrement libéré, cependant que les forces armées populaires, sous la direction du Front Patriotique Lao, poursuivent leur offensive victorieuse dans tout le Laos.

Ces victoires sur l'ensemble de la péninsule indochinoise traduisent à la fois la force de chaque peuple et la force de l'union qui les lie dans ce combat contre l'ennemi commun. Peu après l'invasion du Cambodge, la conférence au sommet des Peuples Indochinois a fixé les grandes lignes de cette solidarité militante. Les récentes victoires comme celle de la route 9 au Bas Laos ou celle de Snoul sont les fruits de cette union.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis même, le mouvement d'opposition à la guerre connaît une intense activité et touche les plus larges secteurs de la population. L'offensive de la « Campagne du Printemps 1971 » constitue un fait sans précédent dans l'histoire du peuple américain face à la politique belliciste de son gouvernement. Acculée à un isolement de plus en plus accentué, l'adminis-

tration Nixon est actuellement déchirée par des contradictions internes très graves parmi ses propres membres.

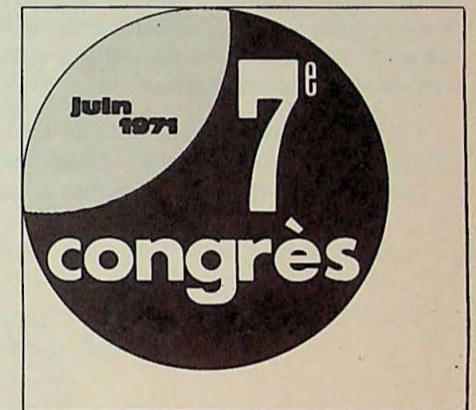
Malgré les défaites, malgré la réprobation et l'opposition grandissante du peuple américain et des peuples du monde entier, Nixon poursuit son rêve de domination au Sud-Vietnam. Son administration continue à y maintenir ses troupes, à soutenir une administration belliciste à sa solde à Saïgon. Elle se prépare même à parer d'une dorure constitutionnelle et légale ses valets au travers des élections frauduleuses qui vont se tenir en août et octobre prochains dans les villes et dans les régions temporairement contrôlées par les U.S. et fantoches. Mais ces manœuvres se heurtent déjà à un mouvement populaire aussi conscient que puissant et ne pourront que sombrer dans le ridicule.

La seule solution politique concrète pour faire cesser la guerre d'agression au Sud-Vietnam a été proposée dans la solution globale en 10 points et dans l'initiative de paix en 8 points avancées par la délégation du G.R.P. à la Conférence de Paris. Tant que les Etats-Unis n'auront pas accepté de retirer toutes leurs troupes et celles de leurs satellites du Sud-Vietnam, sans aucune condition, tant qu'ils n'auront pas re-

tiré leur soutien à l'équipe Thieu-Ky-Khiem, afin qu'un gouvernement provisoire de coalition véritablement épris de paix et d'indépendance puisse organiser des élections libres au Sud-Vietnam, nous n'avons pas d'autre voie que de poursuivre opiniâtrement le combat qui nous est imposé et d'infliger à l'agresseur des défaites les plus sévères.

La clé de la paix est maintenant dans les mains des Etats-Unis. S'ils gardent l'obstination dans la poursuite de leur guerre d'agression, nous avons, nous, la détermination et la possibilité de poursuivre le combat jusqu'à l'acquisition complète de tous nos droits nationaux fondamentaux.

Dans cette lutte, nous savons compter sur nos propres forces mais nous savons que nous pouvons compter sur la solidarité militante et le soutien indéfectible du peuple français comme du P.S.U. Qu'il nous soit encore permis de vous exprimer notre profonde reconnaissance et notre ferme conviction qu'ensemble, nous vaincrons l'impérialisme américain !



Organisation de Libération de la Palestine

Nous exprimons à tous les délégués du Congrès et à travers eux, à tous les Français qui luttent pour la liberté, la démocratie et le progrès social, la solidarité de combat du peuple palestinien et de tous les fedayin en Palestine.

Le soutien actif de votre parti à la lutte des peuples opprimés dans le monde contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, est vivement apprécié de notre peuple et de notre révolution.

Ainsi que, par le passé, vous avez soutenu la lutte du peuple algérien frère, vous soutenez aujourd'hui la lutte de tous les peuples arabes et le combat de notre peuple en particulier.

De cette tribune, je tiens à exprimer la sincère reconnaissance de notre peuple pour l'acte courageux que vous avez accompli en démasquant, par la rupture de vos liens avec le MAPAM, un parti aussi sioniste que les autres.

Notre peuple et notre mouvement n'oublieront jamais l'effort mené par votre parti, pour démystifier le sionisme et apporter votre soutien à la révolution palestinienne.

La conjonction des intérêts de l'impérialisme et du sionisme mondiaux a pour ambition, dans la région :

— pour le premier : le pillage systématique des richesses et l'extension de son hégémonie ;

— pour le deuxième : une fausse solution à la question juive et le partage de ces richesses.

La rencontre de ces intérêts a abouti à un objectif commun : la colonisation de la Palestine, concrétisée par l'expulsion de son peuple pour établir une tête de pont impérialiste.

Notre peuple a opposé une résistance héroïque au mandat britannique et au colonialisme sioniste de peuplement jusqu'en 1948, date de l'usurpation de sa terre et de la spoliation de ses droits nationaux.

Le 1^{er} janvier 1965, notre peuple reprend son destin en main.

Refusant la stratégie du statu quo imposé par les impérialistes et accepté passivement par les Etats de la région qui avaient abouti à la création d'Israël et de la Jordanie, deux éléments d'une seule équation dans le jeu impérialiste, rejetant toute tutelle arabe ou internationale, il a déclenché la lutte armée, seule capable de détruire les structures sionistes d'Israël, état raciste, colonialiste, expansionniste, fasciste et résolument théocratique.

Notre révolution palestinienne, par sa stratégie de la guerre du peuple et par sa compréhension des mécanismes qui ont abouti à cette situation, a pu organiser les masses palestiniennes dispersées depuis dix-sept ans dans le monde.

La révolution palestinienne approfondissant l'idée de « compter sur ses propres forces » et de « lutter les armes à la main », a créé et crée toujours une atmosphère révolutionnaire parmi les masses arabes pour qu'elles puissent renforcer leur lutte et renverser le jeu des puissances étrangères qui dominent la région.

L'agression du 5 juin 1967, montée par l'impérialisme américain et commise par son instrument — Israël — avait pour but l'arrêt de la formidable montée des forces populaires et la satisfaction des visées expansionnistes d'Israël. La défaite des armées régulières arabes a confirmé que seule la guerre du peuple est capable de vaincre l'impérialisme et ses agents.

Le renforcement des assises populaires de la révolution palestinienne et la radicalisation du mouvement de libération nationale arabe, ont effrayé les impérialistes.

Aujourd'hui, notre mouvement de libération est la cible des attaques de toutes les forces réactionnaires et antirévolutionnaires dans le monde. Les ennemis de la liberté craignent que l'étincelle ne mette en flammes toute la plaine, car déjà en Arabie, une résistance se développe, dirigée par le Front populaire de Libération du Golfe arabe occupé.

Dans ces conditions, il est normal que les coups les plus durs se dirigent vers le foyer qui répand la flamme, El Fath, le F.P.D.L.P. et les autres organisations révolutionnaires palestiniennes.

Face à cette situation révolutionnaire, Rogers propose son plan. L'acceptation de ce plan par certains Etats arabes a conduit à la dislocation du front antisioniste. Elle a de plus permis à la réaction jordanienne de s'unir à Israël pour discréditer la révolution palestinienne. Les forces contre-révolutionnaires répandent alors l'idée que seuls les Etats-Unis sont capables de résoudre

le problème par leur pression sur Israël. Tout cela a abouti à un affaiblissement du front anti-impérialiste. Le régime réactionnaire jordanien tenta alors en septembre, profitant de cette conjoncture qui lui était favorable, d'écraser la résistance et de liquider le peuple palestinien. La résistance héroïque de septembre et d'après a montré le grand attachement du peuple palestinien à sa révolution. La répression sévère, la torture, le bombardement au phosphore, au napalm, sur les camps, trahissent la peur du régime réactionnaire jordanien envers la révolution protégée par les masses jordano-palestiniennes.

A Gaza, et partout dans les territoires occupés, les fedayin lèvent haut le drapeau de la lutte anti-sioniste.

Dans ces conditions de lutte, notre mouvement s'efforce de :

— renforcer l'unité nationale palestinienne,

— appuyer sans réserve le front national jordanien pour rétablir en Jordanie un régime patriotique anti-impérialiste, base principale de la révolution palestinienne,

— forcer les gouvernements arabes capitulards à prendre clairement position sur les complots qui visent la liquidation de la révolution palestinienne.

Notre mouvement appelle :

— les masses populaires arabes à renforcer leur soutien à la révolution palestinienne,

— les forces démocratiques progressistes et révolutionnaires du monde à faire face sans équivoque au front impérialo-sioniste et contre-révolutionnaire de la région et aux menées criminelles de liquidation du peuple palestinien.

Nous vous renouvelons nos remerciements, chers camarades et amis de par le monde, de nous avoir écoutés avec attention et de nous avoir soutenus.

Puisse la solidarité entre l'O.L.P. et le P.S.U., entre le peuple palestinien et le peuple français, se consolider et se renforcer de jour en jour. □



Mamoud Hamchri (Organisation de Libération de la Palestine).

F.L.N. (Algérie)

Au nom du peuple algérien, de sa révolution socialiste, de son parti d'avant-garde, le Front de libération national, je vous adresse le salut fraternel et chaleureux de notre délégation au 7^e Congrès du P.S.U.

Notre peuple algérien n'oublie pas en effet que c'est pendant les moments les plus périlleux de son histoire, c'est-à-dire en pleine guerre de libération, que votre vaillant parti est né. Comment dès lors ne serions-nous pas si fraternellement concernés par vos travaux et votre propre

combat d'ensemble auquel l'Algérie par conviction et par devoir entend apporter sa modeste part ?

Aujourd'hui, plus qu'à aucune autre période, il n'est plus possible de fractionner la lutte, car il est parfaitement clair que la solidarité impérialiste se manifeste dans bien des domaines et non sans redoubler de virulence. Il nous appartient en tant que partis révolutionnaires d'être, en commun, à la hauteur de notre mission, car il y va de notre avenir à tous et de celui de nos peuples combattants.

L'Algérie, hier militairement au combat, poursuit aujourd'hui une lutte qui n'a pas une moindre signification ni importance. La libération économique apparaît à coup sûr comme le nécessaire et indispensable complément de toute indépendance politique. Si hélas, certains de nos amis étrangers n'ont pu mesurer clairement et dans sa totalité l'enjeu auquel nous étions soumis ces derniers temps, la réalité de notre économie et nos besoins vitaux de développement nous rappelaient à tous les instants la seule voie à suivre.

Le peuple algérien, comme d'ailleurs tous les peuples de même situation, n'a de chance de s'arracher à la pauvreté et à l'arriération accidentelle de son économie que s'il prend totalement en main ses destinées. Son combat actuel n'a pas d'autre signification. Et toutes les réalisations du pouvoir révolutionnaire en Algérie ne sont aujourd'hui une réalité vivante que grâce à la volonté des masses ouvrières et paysannes algériennes, décidées à construire elles-mêmes leur propre devenir.

L'autogestion agricole, aujourd'hui délogée de toutes ses faiblesses juvéniles, et puissamment renforcée par le pouvoir populaire à tous les niveaux, tout comme le contrôle ouvrier qui se développe dans les entreprises n'ont pu y prendre racine, survivre et progresser que parce que le peuple algérien, sous la direction du Front de libération national, a décidé de mettre un terme définitif à la puissance indisputée et ruineuse des monopoles étrangers.

A ce stade, nous tenons à réaffirmer, encore qu'il paraîtrait déplacé de le dire dans une assemblée de militants avertis et à la pointe du combat, que les nationalisations partielles des hydrocarbures algériens, acte de souveraineté indiscutable, n'étaient nullement dirigées contre les intérêts supérieurs du peuple et des travailleurs français, mais contre les monopoles qui n'ont de patrie que l'argent et pour méthode de travail le pillage systématique des richesses d'autrui.

Nous savons bien que le P.S.U. était le tout premier parti à le comprendre et à nous manifester sa solidarité. De même que cette solidarité de lutte s'est pleinement et rapidement exercée pour dénoncer et contrer les campagnes racistes et les actions fascistes dirigées contre la paisible communauté algérienne en France.

Au risque de heurter votre modestie de militants révolutionnaires, je tiens à vous dire combien le peuple algérien et le parti du F.L.N. fortement préoccupés par la dangereuse situation qui se dessinait alors en France, ont été sensibles et reconnaissants aux efforts que vous n'avez cessé de déployer durant la récente crise pétrolière.

Mais au-delà de ces intérêts matériels qu'il est nécessaire d'équilibrer ne serait-ce que par simple équité, les peuples algériens et français

ont des responsabilités mais aussi des objectifs communs. Qu'il s'agisse de la Méditerranée où les flottes étrangères sont une menace et une atteinte permanentes à nos souverainetés ; qu'il s'agisse des luttes de libération nationales des peuples vietnamien, palestinien, africain, latino-américains et autres, du libre épanouissement de tous les peuples, du rejet du concept de toutes zones d'influence ou partage du monde, nous avons le devoir, les uns et les autres, de serrer les rangs, de ne pas relâcher notre vigilance, et en tout cas de ne jamais fuir le combat.

Pour sa part, l'Algérie renierait la partie la plus glorieuse de son passé si elle n'apportait son concours inconditionnel à tous les mouvements qui luttent pour l'indépendance de leur pays et la dignité de leur peuple.

Nous nous garderions bien d'en tirer une quelconque gloire car c'est notre devoir, autant qu'une constante impérissable de notre propre combat, que d'offrir un soutien total et effectif à ces mouvements. Qu'ils sachent bien que l'Algérie sera pour eux et pour toujours non seulement une terre d'accueil mais aussi un compagnon de combat qui ira dans la lutte authentique aussi loin et aussi complètement que l'exigent les impératifs de la révolution.

Il est clair, et il n'est jamais trop de le réaffirmer, que l'engagement de l'Algérie n'est ni tactique, ni conditionnel, ni circonstanciel. De toutes les traditions de notre peuple, celle qui le fait se tenir aux côtés de ceux qui luttent et qui veulent s'affranchir de toute domination impérialiste, sujétion néo-colonialiste ou exploitation capitaliste, apparaît comme une composante essentielle de sa longue histoire.

Chers Camarades du P.S.U., vous avec qui nous n'avons jamais cessé d'être côte à côte dans les combats les plus difficiles, sachez que l'Algérie, sous la direction du Front de libération national, restera toujours sensible et concernée par votre lutte, car non seulement elle est devenue une donnée majeure de la vie politique en France, mais aussi parce que nous avons la conviction que plus elle se développera, plus elle rapprochera nos deux peuples auxquels le voisinage et le dense enchevêtrement des intérêts recommandent une entente et une coopération durables et équitables. □



F.N.L. (Yemen du Sud)

Au nom du comité central du Front national de libération, je vous salue et vous souhaite plein succès dans vos travaux. Est-il besoin d'insister dans la phase actuelle sur la nécessité de contacts, de rencontres pour resserrer les liens entre les forces révolutionnaires mondiales. Surtout à un moment où l'impérialisme et ses valets multiplient complots et agressions dans le cadre d'une stratégie globale contre les peuples en lutte.

C'est pour cela que si les forces révolutionnaires ont le même ennemi, elles ont le même destin. Ainsi, les tentatives de liquidation par la réaction jordanienne, alliée à l'impérialisme et au sionisme, de la révolution palestinienne, constituent une véritable agression dont les visées lointaines ne sont autres que l'étouffement de la lutte armée dans le golfe arabe et la liquidation de la République démocratique et populaire du Yémen, et par là, l'affaiblissement du mouvement de libération national mondial.

Selon une division des tâches bien précise, la réaction séoudienne multiplie désespérément ses tentatives pour démanteler le mouvement révolutionnaire dans le sud de la péninsule et le golfe arabe qui constitue une menace directe et sérieuse pour les intérêts pétroliers impérialistes.

Mais la réalisation de ses objectifs passe par la chute de la République populaire et démocratique du Yé-

men qui constitue la base d'appui pour le mouvement révolutionnaire et en particulier la révolution de Dhofar. Si tous les procédés de diversion ont été utilisés, et jusqu'à l'agression armée comme en 1968, les masses populaires du Yémen populaire et démocratique, grâce à leur vigilance ont fait échouer toutes les manœuvres. La dernière en date est le projet de création, parrainé par l'impérialisme anglais, d'un Etat fantoche dont les sultanats d'Oman et de Mascat.

Devant le développement de la lutte armée populaire dans la région, l'impérialisme anglais n'hésite pas à pratiquer la politique de la terre brûlée et des bombardements des villages et des champs. Mais les masses paysannes armées continueront le chemin de la révolution et marchent actuellement sur Salala, la capitale de Dhofar dont la libération sera le point de départ pour de nouvelles luttes révolutionnaires.

Comme le démontre l'exemple historique de la lutte des peuples indochinois, seule l'unité des forces révolutionnaires dans le monde peut mener à la victoire sur l'impérialisme.

Encore une fois nos camarades qui mènent la lutte armée saluent le 7^e congrès du P.S.U. et, à travers lui, tous les militants révolutionnaires français. Malgré la diversité des conditions de lutte notre combat est le même. □



Ali Assad (Front National de Libération de la R.P.D. du Sud-Yémen).

Parti Congolais du Travail

C'est avec une joie immense que je vous apporte aujourd'hui le salut fraternel, militant et de lutte révolutionnaire du Parti congolais du travail et de son président, le Camarade Marien N'Gouabi...

Ma présence ici prouve suffisamment, l'esprit de notre solidarité efficace et agissante.

Camarades, votre congrès se situe à une période particulièrement importante. Il se situe en effet au moment où les peuples opprimés et agressés s'opposent vigoureusement aux régimes fantoches, policiers, néo-coloniaux installés à la tête de leur pays, car là où il y a oppression, il y a nécessairement résistance, là où il y a répression, il y aura rébellion ; c'est là une loi générale. C'est dire combien est essentiel pour les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine en lutte, ce qui se dira ici pendant les trois jours qui vont suivre.

L'empereur romain Marc Aurèle disait : « Il faut se réunir pour pousser ensemble, mais jamais pour penser ensemble. » Nous, militants du P.C.T., nous disons que l'esprit actuel de la lutte révolutionnaire de notre peuple nous recommande de penser ensemble et de pousser ensemble, parce que l'intérêt de la masse ne s'inscrit que dans un vaste ensemble cohérent et dynamique, moyen efficace et juste à mettre au service du parti pour une action quotidienne et pour la réalisation des objectifs que les militants doivent tous ensemble tracer.

Camarades, pour conduire le peuple congolais à la libération nationale et à l'édification du socialisme scientifique, le Parti congolais du travail, parti prolétarien, est l'organisation d'avant-garde du peuple congolais qui œuvre pour l'édification d'une société d'où sera bannie toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, une société démocratique et socialiste.

L'Afrique nous saura gré d'avoir montré que ce sont les masses qui font l'histoire et que les chefs, aussi grands que soit le personnage qu'ils jouent, sont destinés à la poubelle de l'histoire s'ils tournent le dos aux aspirations des forces montantes. Nous avons le 15 août 1963 et le 31 juillet 1968 montré que ce sont les masses qui font l'histoire et que les réactionnaires et les impérialistes sont des colosses aux pieds d'argile.

Nous avons donné le grand coup au niveau de notre économie. Plusieurs chantiers ont démarré ; des mesures énergiques ont été prises pour donner un souffle nouveau à nos entreprises d'Etat, mais l'insuffisance de cadres acquis à la cause révolutionnaire se fait sentir.

La première grande victoire fut pour notre lutte la mobilisation consciente de toute la population en général et la jeunesse en particulier. Cette mobilisation s'acerut devant le danger que représentait sérieusement le valet de l'impérialisme, le traître de l'Afrique, je cite Moïse Tschombé.

Jamais notre pays n'avait connu un sursaut patriotique aussi intense, un rassemblement plus indéfectible

de toutes les énergies, une détermination aussi ferme et résolue.

Jamais sans doute il ne sera donné à notre pays de vivre d'aussi beaux et pathétiques moments pendant lesquels tous les citoyens de notre pays, ouvriers, paysans, directeurs d'entreprises, responsables de service, dirigeants, étudiants et élèves, soldats, jeunes gens, jeunes filles, tous se sont retrouvés en toute égalité sous l'épreuve et ont appris à s'apprécier, à s'aimer, à s'estimer, à croire en la révolution, à espérer fermement.

L'important est donc de sauver la révolution quels qu'en soient le prix et les efforts ; révolution qui ne peut être menée que par des hommes résolument décidés et convaincus.

Un coup a été porté contre l'impérialiste : l'ambassadeur américain à Brazzaville plie ses bagages de lui-même. Le secrétaire aux Affaires étrangères déclare lors de sa visite à Kinshasa : « Le Congo Brazza est un danger pour les pays qui l'entourent. » Plusieurs complots ont été fomentés mais ils ont échoué lamentablement.

Nos victoires ont été décisives, nos rangs ont constamment et progressivement grossi. Nos échecs nous ont été une école de la révolution.

Nous avons compris l'importance de la formation de l'homme nouveau car le peuple, pour faire sa révolution, doit savoir où il va et qui l'y conduit. Et c'est pour cela que nous avons créé des institutions nouvelles répondant essentiellement aux aspirations de la société nouvelle afin de ne pas oublier les intérêts des masses, les intérêts immédiats des paysans et des ouvriers. Nous avons pensé que sans une ar-



Elie Gandziani (Parti Congolais du Travail).

mée révolutionnaire et populaire le peuple n'aura rien. Nos soldats qui sont tous fils d'ouvriers et de paysans ont intégré la masse et font cause commune avec les ouvriers et les paysans dans la lutte que nous avons engagée. La tâche est difficile mais comme disait un de nos responsables : « Un peuple mûr est celui qui est déterminé, lorsqu'il a pris une option, à la défendre coûte que coûte jusqu'au bout. »

La révolution congolaise est intervenue à un moment où la situation internationale est caractérisée fondamentalement par le passage du capitalisme au socialisme, par la lutte des mouvements de libération nationale et le renforcement du processus révolutionnaire mondial. La situation du tiers-monde dominée par

la juste guerre des patriotes vietnamiens et palestiniens, se caractérise par l'implacable lutte des forces de libération contre les menées impérialistes. Il ne faut cependant pas se le cacher : l'impérialisme aux abois tente par un dernier soubresaut d'affermir ses bases encore solidement implantées. Ainsi nous devons redoubler la lutte...

Voilà, Camarades, très simplement les mots qui accompagnent le salut que j'ai l'honneur de vous transmettre au nom du comité central du Parti congolais du travail.

Nous sommes convaincus que vos assises auront une importance significative dans l'histoire de la lutte ouvrière et paysanne de votre pays afin que vive l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire. □

Parmi les messages reçus

Télégramme du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert

Conakry,

Salutations combatives, meilleurs vœux, plein succès à vos assises qui marqueront sûrement nouvelle étape vie votre parti, donnant ainsi contribution appréciable lutte peuple travailleurs français pour son progrès politique, économique, social et culturel, et encore lutte générale contre impérialisme pour indépendance nationale progrès peuples. Fortement encouragés, dans lutte difficile mais pleine succès menons contre rétrograde colonialisme portugais, par solidarité concrète vous avez su manifester égard notre parti et notre combat libérateur ; veuillez accepter expression nos meilleurs sentiments amitié solidarité indéfectibles.

Amilcar Cabral,
Secrétaire Général P.A.I.G.C.

Télégramme adressé par le G.O.N.G.

Salut 7^e Congrès P.S.U. - Lui souhaite plein succès - Peuple Guadeloupe en lutte pour libération nationale exprime entière solidarité avec tous peuples luttant pour leurs droits légitimes - Salut solidarité - Peuples français et guadeloupéen pour conquête indépendance nationale de la Guadeloupe.

Télégramme du Front Uni National du Kampuchea

Pékin,

Je vous remercie sincèrement de votre lettre en date du 19 mai 1971 - stop - Je vous prie de bien vouloir m'excuser de n'avoir pu envoyer une délégation au congrès du P.S.U. qui s'est tenu à Lille - stop - Au nom du Front uni national du Cambodge, je prie le Parti socialiste unifié d'agréer les assurances de notre sympathie et de notre amitié - stop - Haute et cordiale considération.

Norodom Sihanouk,
Président du F.U.N.K.

Message du Parti Démocratique de Guinée

Conakry,

En raison nombreuses préoccupations tous nos cadres et notamment organisation défense territoriale nationale contre nouvelle agression impérialiste en préparation sur territoire colonial portugais, regrettons ne pouvoir envoyer délégation. Souhaitons plein succès votre congrès. Sommes assurés que décisions et résolutions que vous prendrez renforceront lutte des peuples pour la liberté et la construction société socialiste bannissant toute forme exploitation homme par homme. Vous assurons nos sentiments de fraternelle et militante solidarité dans le combat pour anéantir l'impérialisme et le colonialisme liquider toutes causes de guerre, toutes formes arbitraires et toute disqualification humaine. Peuple révolutionnaire Guinée est résolu pour la révolution globale multiforme et permanente. □

Les rapports des commissions

Les luttes hors de la production

La notion de cadre de vie est vaste, encore floue et informelle. De même que l'action dans les entreprises vise l'individu « travailleur », l'action dans le cadre de vie doit viser l'individu pris d'une part en tant que « consommateur » et d'autre part en tant que sujet essentiel de l'idéologie dominante au sein de la cellule familiale.

La stratégie du capitalisme consiste d'une part à rechercher indéfiniment de nouvelles sources de profit, d'autre part à concentrer le profit au sein du grand capital.

D'où le développement des formes de spéculation foncière : appropriation de la ville, des sites privilégiés, d'une partie de l'espace rural, d'où le choix de certaines formes d'infrastructures en fonction de ses appropriations et des nécessités d'industrialisation liées au grand capital (autoroutes, zones industrielles...) ; ces développements et ces choix se font au détriment des travailleurs rejetés aux périphéries, au détriment des travailleurs immigrés surexploités (foyers succédant progressivement aux bidonvilles), au détriment des moyens de transport, au détriment des lieux culturels, de rencontre...

D'autre part la bourgeoisie, en développant l'ensemble des consommations (rôle de la publicité) et notamment les consommations de caractère culturel, développe chez un certain nombre de travailleurs (principalement dans les classes moyennes) une série de connaissances indispensables à la production elle-même (cours payants, par correspondance, etc.). Dans ce sens la diffusion culturelle participe de la formation permanente.

Ces différents éléments permettent et facilitent sa volonté d'intégration globale, en contrôlant notamment le contenu idéologique de la culture diffusée (développement de l'audio-visuel, environnement idéologique des vacances, accompagnement culturel dans les grandes surfaces de ventes, commercialisation de l'animation socio-culturelle, etc.).

On peut s'interroger pour savoir pourquoi le niveau de conscience de la masse des travailleurs est aussi précaire. Une analyse au niveau des mentalités individuelles et des représentations collectives montre combien le poids de l'idéologie dominante ne doit pas être négligé. En effet elle tend à modeler patiemment les attitudes et les comportements des travailleurs qui dissocient alors au profit de la classe bourgeoise la vie du travail dans les entreprises de la vie familiale défendue au nom de ses valeurs et de ses principes. L'idée d'un bonheur individuel à construire envers et contre tous est tenace ; loin d'être l'expression d'un courant libertaire, c'est la conséquence inéluctable au niveau des mentalités des effets du capitalisme qui montre bien dans ce domaine combien il a de possibilités de freiner, voire d'empêcher la prise de conscience par les travailleurs que leur exploitation continue en dehors de la production. La famille est aujourd'hui l'un des supports privilégiés de l'idéologie dominante. Ce sujet est plus tabou que la

sexualité, dont les manifestations psychologiques et sociales y compris dans leurs aspects marginaux ont été progressivement récupérées par la bourgeoisie.

Toutefois il est évident que le développement capitaliste tend à provoquer une crise dans la culture bourgeoise : la culture, par l'intermédiaire des biens culturels, devient un élément du marché et perd peu à peu sa nature idéologique ; dans la lutte pour le profit, l'individu en arrive à ne plus posséder de normes et de valeurs ; la libération des instincts longtemps refoulés sape les bases de la morale ; la religion elle-même entre en crise ; les fictions de l'art se retournent contre la bourgeoisie, pour en révéler le caractère conventionnel et abusif : elle n'est plus nécessaire, elle peut laisser la place à la réalité, celle de la collectivité des travailleurs, maîtres de leur destin.

Les prises de conscience anticapitalistes provoquées par le développement des contradictions dans l'appareil d'enseignement et dans le système de consommation matériel et culturel entraînent une diversification et de ce fait un élargissement du prolétariat. La définition de la base sociale du mouvement révolutionnaire s'en trouve par là posée différemment. Elle est dialectiquement liée à sa stratégie et à la définition même de l'objectif révolutionnaire. C'est poser le problème de la nature et de la forme des luttes (dénonciation des formes concrètes de la culture bourgeoise, pratique « culturelle » différente), et celui de leur vérification, en tenant compte de deux obstacles importants au développement des luttes révolutionnaires.

La capacité de résistance du capitalisme

Face au développement des luttes populaires, la crise en système capitaliste ne peut manquer de s'aggraver ; cependant des solutions politiques provisoires sont trouvées par les bourgeoisies nationales des pays les plus économiquement avancés, solutions de droite (Nixon, Heath, Pompidou) ou socio-démocrates tirées à droite (Brandt).

Il y a une discordance entre l'aggravation des difficultés du capitalisme et l'incapacité du mouvement révolutionnaire à préfacier pratiquement et théoriquement un projet socialiste compris par les masses.

Le pouvoir capitaliste trouve de ce fait une certaine facilité à faire porter l'offensive par d'autres appareils que l'appareil économique.

La subordination totale de l'Etat au pouvoir capitaliste a pour mérite de simplifier la compréhension des phénomènes.

La stratégie du capitalisme porte à la fois sur le renforcement de l'appareil répressif d'Etat (police, justice, armée) et sur l'accroissement du rôle de l'appareil idéologique d'Etat, déjà sensible au niveau « culturel », et qui se précise maintenant au niveau de l'information. La presse joue ac-

tuellement le rôle précis de dissimulation des luttes réelles des masses (cf. compte-rendu du conflit Renault). L'information parlée et télévisée est reprise en main et l'autocensure y sévit largement. Sur le plan économique, la bourgeoisie industrielle fait endosser par l'Etat des responsabilités qu'elle ne peut pas assurer directement sans remettre en cause les fondements de son pouvoir. Mais elle se révèle particulièrement apte à développer sur une base de masse très large l'idéologie de défense réactionnaire qui consolide son pouvoir. Jouant à la fois des divisions ouvrières, de la parcellisation des conflits, de l'appel à l'ordre, de la répression, la bourgeoisie conserve les possibilités de combat d'une classe qui ne se sent pas encore battue.

Les risques d'intégration et de marginalisation

L'efficacité de cette défense de la bourgeoisie fait courir au développement des luttes sociales deux dangers auxquels le courant révolutionnaire doit être attentif.

a) *L'intégration* : par l'encadrement contractuel des conflits, le capitalisme tente de freiner le mouvement réel des masses (contrats de progrès, concertations).

Par le contrôle politique traditionnel, il vise à empêcher tout débordement par la base. Cette stratégie est en concordance avec celle du P.C.F. qui n'appuie systématiquement que la traduction parlementaire des conflits.

b) *La marginalisation* : en produisant constamment des besoins sociaux nouveaux qu'il s'avère par la suite incapable de satisfaire (modification du statut de la femme, statut de la recherche, rentabilisation de l'enseignement...) le capitalisme conduit de nouvelles couches sociales à refuser son modèle de développement. Cependant celles-ci peuvent être rejetées, par une révolte non intégrée à un processus de transformation global et conscient, à la périphérie du système sans pouvoir le remettre en question. C'est ce que nous appelons le phénomène de marginalisation qui touche aujourd'hui particulièrement les jeunes et qui vient s'ajouter aux phénomènes antérieurs de la marginalisation des groupes sociaux et ethniques (Noirs américains, travailleurs immigrés en Europe).

C'est uniquement en précisant le rôle, les lignes directrices, les modalités d'élaboration d'un programme révolutionnaire que nous pourrions résoudre cette dialectique : base sociale du mouvement et nature et forme des luttes.

Déjà certaines luttes spécifiques peuvent être conduites sur des terrains plus précis : dans l'ordre de la création, dans celui de l'encadrement social et de l'animation, dans l'ordre des loisirs des vacances et sur tout le marché de la consommation culturelle, dans l'ordre de l'utilisation des équipements collectifs (transports, crèches...), dans l'ordre des circuits de distribution. □



Analyse des luttes

Le développement généralisé des mouvements d'indépendance nationale dans le monde, l'explosion de mai 1968 en France, la multiplication des luttes posant de plus en plus le problème du contrôle ouvrier dans un nombre grandissant de pays développés montrent clairement que nous sommes entrés dans une période historique révolutionnaire.

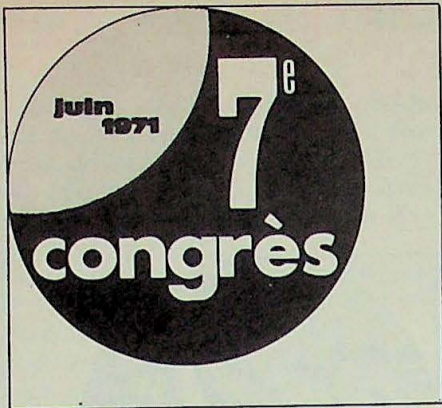
Il en est ainsi parce que depuis longtemps déjà les contradictions internes du régime capitaliste, au niveau de la structure économique et des rapports sociaux de production sont devenus tels que le système capitaliste est entré dans une phase de crise généralisée dont, par exemple, l'actuelle crise monétaire internationale n'est qu'un reflet.

Il en est ainsi parce que cette crise atteint aujourd'hui le système au niveau de la « superstructure », c'est-à-dire des institutions et du pouvoir d'Etat, de même qu'au niveau de l'idéologie elle-même.

Il en est ainsi, enfin, parce que partout dans le monde, les masses prennent de plus en plus conscience de leur exploitation comme de leur oppression.

Toutefois, cela ne signifie nullement que le capitalisme ne puisse encore surmonter un certain nombre d'épreuves partielles, ni qu'il ne puisse encore développer — fût-ce au prix de contradictions croissantes — un certain essor économique ou technique. Son effacement n'est pas automatique. Cela ne suffit pas, non plus, et bien au contraire que la capacité de résistance de la bourgeoisie capitaliste ne constitue toujours un obstacle d'autant plus redoutable que ni la conscience révolutionnaire des masses, ni le niveau des luttes ne sont homogènes. La lutte révolutionnaire ne suit pas une marche uniforme et le chemin qu'elle emprunte ne peut pas être confondu avec une avenue rectiligne. Que la période soit objectivement révolutionnaire ne veut pas dire que la situation actuelle immédiate de la France le soit forcément. Cela veut dire, par contre, qu'elle peut le devenir très vite, beaucoup plus vite que ne le pensent certains.

C'est pourquoi, la tâche de l'heure pour des révolutionnaires est non seulement de fournir une réponse claire aux questions que pose le mouvement réel des masses mais encore de leur fournir les moyens de cette réponse. □



Base sociale

Le problème crucial de la base sociale du mouvement révolutionnaire se situe aux deux niveaux différents :

1. Il s'agit tout d'abord de procéder à une actualisation de l'analyse marxiste de la structure de classe de la société capitaliste. Cette actualisation doit reposer sur la thèse IV du congrès de Dijon, texte qui doit être clarifié et approfondi.

En particulier, doivent être précisées les différenciations qui se produisent à l'intérieur de la classe ouvrière au sens strict, de par l'évolution des techniques. En particulier doit être différenciée la catégorie de « cadres », par distinction entre cadres producteurs et cadres gestionnaires. De même le rôle de l'idéologie bourgeoise (efficacité, réussite individuelle, sentiment de la hiérarchie) dans un sens d'unification au contraire de la catégorie « cadres » ; de même le rôle policier joué par certains cadres, soit pour des raisons tenant à leur position dans les rapports de production, soit pour des raisons tenant à leur idéologie : de même contrairement, l'intégration progressive à la classe ouvrière de catégories qualifiées de « cadres » (techniciens) de par l'évolution des conditions techniques de la production, et en conséquence, le rôle possible de ces catégories dans la lutte anticapitaliste.

Doivent être précisés également, les rapports qui s'établissent entre le M.P.C. et les autres modes de production subsistant dans la société capitaliste actuelle (petit commerce, agriculture...), les évolutions qui se produisent à l'intérieur des modes de production non capitalistes (ex. : prolétariat d'une partie de la paysannerie).

Et les prises de conscience anticapitalistes entraînées par le développement des contradictions dans les appareils d'enseignement et culturels (lycées, C.E.T., professeurs auxiliaires).

2. Seule cette analyse des rapports de classe dans la société capitaliste actuelle peut fonder une action politique de masse, en précisant en termes plus scientifiques les rapports entre les luttes anticapitalistes menées par le prolétariat, et les luttes menées par des couches non prolétariées.

Seule cette analyse peut donner un sens précis au terme de masse, et donc au terme « mouvement politique de masse » et « mouvement réel de masse ». Seule cette analyse peut donner une base claire aux alliances conclues par le prolétariat.

En tout état de cause, il ne saurait être question de revenir sur l'affirmation du rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte révolutionnaire et à l'intérieur du prolétariat, du rôle dirigeant des travailleurs de l'industrie. Il ne saurait être question de valoriser des luttes anticapitalistes menées par des couches non prolétariées sur des bases qui les séparent radicalement du prolétariat.

(Action de type poujadiste menée par les commerçants, par exemple dans le sens d'un allègement fiscal.) Il ne saurait être question de placer les espérances révolutionnaires dans une nouvelle aristocratie technique (ingénieurs, cadres, chercheurs...) ou dans un peuple indifférencié, (paysans pauvres, petits commerçants, ouvriers, lycéens...) mais il s'agit au contraire de définir les solidarités objectives qui lient ces catégories à la classe ouvrière et au prolétariat, ainsi que les diverses modalités de la lutte idéologique dans leur direction. □

La question syndicale

Ce texte reprend le texte majoritaire des A.O.P. région parisienne, en y joignant les trois amendements suivants :

1^{er} amendement :

Pour les militants du P.S.U., l'intervention syndicale est un aspect de l'intervention dans la classe ouvrière. La nature de cette intervention syndicale est subordonnée à notre stratégie générale.

2^e amendement :

Nous devons coordonner la pratique de nos militants dans les entreprises, par branche et par trust afin de parvenir à des interventions communes et convergentes dans les luttes. (Rôle de la Commission nationale Entreprise.)

Notre but n'est pas la création de fractions P.S.U. dans les syndicats, c'est-à-dire d'appareils contrôlés par le P.S.U. pour s'opposer aux appareils syndicaux en posant l'affrontement avec le réformisme en termes d'enjeu bureaucratique.

Cela n'empêche pas que les militants P.S.U. doivent devenir, au sein du mouvement syndical, les éléments les plus actifs, en assumant des responsabilités militantes, sur la base de leur audience auprès des travailleurs et d'une orientation de lutte claire.

3^e amendement :

Certaines des luttes les plus avancées peuvent dès maintenant susciter des formes neuves d'organisation des travailleurs. L'expression de « comité de lutte » recouvre une réalité différente selon les phases de telle ou telle lutte.

— A chaud, le « comité de grève » (syndiqués - non-syndiqués) représente l'émanation d'un mouvement à audience de masse, dépassant le strict cadre syndical (notamment sous la forme des assemblées générales du personnel de délibération et de décision).

— En revanche, après la retombée des luttes, le comité de lutte perd nécessairement son caractère de masse. S'il subsiste, il ne représente plus qu'une structure temporaire de regroupement d'éléments combattifs mais qui en l'état de leur prise de conscience, ne se reconnaissent pas dans les forces organisées du mouvement révolutionnaire et refusent de s'engager dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Nos militants doivent participer à ces groupes ouvriers pour ne pas se couper de ces travailleurs qui cherchent leur voie.

Mais il ne faut pas en faire l'étape actuelle des formes d'organisation alternatives au syndicat, et nous dispenser d'y intervenir. Ces regroupements d'ouvriers combattifs avec des militants politiques peuvent être, dans certaines circonstances, la forme d'organisation du courant révolutionnaire large dans les entreprises, en l'absence d'une organisation révolutionnaire puissante, capable de répondre à leurs besoins politiques, et de leur offrir un cadre d'organisation et de réflexion pour leur intervention dans les luttes.

Il ne faut pas confondre une tactique de construction de l'organisation révolutionnaire pouvant prendre des formes souples (regroupement des militants d'avant-garde se dégageant de l'expérience des luttes et qui, pour des raisons conjoncturelles ne veulent pas rejoindre le P.S.U. ou tel groupe révolutionnaire), avec un processus « d'autonomisation » de la classe ouvrière, dépassant les organisations syndicales sur ce point.

Il ne faut pas non plus se faire d'illusions : ces noyaux politiques d'entreprise ne peuvent survivre sur une base localiste, sans répondre au problème stratégique de l'intervention de la classe ouvrière et sans avoir des liens avec l'ensemble des entreprises et les autres fronts de lutte, c'est-à-dire sans poser le problème du parti et de la centralisation politique. □



La prise du pouvoir

La phase de prise de pouvoir, c'est-à-dire celle qui a pour objet la chute du pouvoir bourgeois et de mettre sur pied sous la pression populaire un pouvoir nouveau de transition, est une phase de luttes sociales généralisées, pendant laquelle les travailleurs en lutte portent directement atteinte à la légalité bourgeoise, imposent de plus en plus largement leur contrôle, puis leur direction sur les lieux de travail, dans les quartiers, sur les diverses institutions de l'Etat. Elle se combine avec une aggravation très profonde de la crise idéologique de la société. Le mouvement révolutionnaire ne peut alors exclure l'utilisation de la violence contre les forces de répression ou contre les bandes armées de la contre-révolution. En situation révolutionnaire, l'initiative et le niveau de conscience des travailleurs sont tels que l'acceptation ou non de la violence ne se pose même plus. Il doit toutefois chercher à éviter de poser le problème en termes de choc frontal entre les mouvements de masse populaires et les forces de répression. Car cette hypothèse, en fonction de la disproportion croissante des forces militaires et techniques, ne peut que lui être défavorable. Il doit au contraire chercher à accroître les contradictions de l'armée et de la police, pour que la plus grande partie de celle-ci soit paralysée et demeure dans l'attentisme.

Les conditions de la prise du pouvoir

La perspective qui s'ouvre, c'est, à travers une montée généralisée et convergente des luttes correspondant à une période de crise sociale et politique, le développement d'organes de base dans les usines et dans les quartiers, véritables « double pouvoir » face à celui de la bourgeoisie. Le pouvoir de la bourgeoisie dans l'entreprise et hors de la production sera alors en question ; mais il ne pourra basculer que s'il y a prise du pouvoir d'Etat, sa destruction, et la mise en place d'un nouvel Etat reposant sur de nouveaux organes de pouvoir, c'est-à-dire une nouvelle égalité.

Il ne s'agit donc pas tant, pour les travailleurs et principalement pour ceux qui sont regroupés dans l'avant-garde politique, de « faire la révolution » que d'assurer une issue politique révolutionnaire victorieuse à une période d'affrontements massifs. Le problème est alors, pour les travailleurs, non pas de confier à un parti ou à une coalition de partis le soin de gouverner pour eux, mais de prendre eux-mêmes le pouvoir et de le conserver. En effet, l'issue ne peut être victorieuse si

un parti ou une coalition de partis confisque à son profit le nouveau pouvoir en vidant de leur contenu ses organes de base.

Elle ne peut être victorieuse que si elle s'appuie sur la volonté de la plus large masse des travailleurs des villes et des campagnes, assurés de la neutralité bienveillante des couches moyennes.

Dans une telle période le rôle d'un parti révolutionnaire est essentiel, parce que, regroupant les militants ouvriers les plus conscients, il assure la convergence des intérêts de tous ceux qui ont lié leurs aspirations à celles de la classe ouvrière.

La place des élections

Il faut dire très clairement que l'hypothèse d'une victoire électorale qui permettrait à elle seule à un gouvernement socialiste de faire des réformes révolutionnaires est contredite par l'histoire du mouvement ouvrier. Elle ne remet pas en cause immédiatement les structures de la production, et laisse intacts les lieux de pouvoir politique. Les révolutionnaires se trouvent alors face à des contradictions insurmontables au sein d'un appareil d'Etat demeuré inchangé.

Mais l'objectif que nous poursuivons est de donner à la forme électorale le choix des hommes et des programmes, à la base comme au niveau central, sa pleine réalité face au caractère formel qu'elle a dans le système actuel. Les organes représentatifs que mettra en place le nouveau pouvoir devront être constitués par des élections : à cette occasion, aucun parti ne devra avoir le monopole de présentation des candidats et de la ligne politique concrète à appliquer dans la phase de dictature du prolétariat.

La violence

1^o Il faut poser le problème de la violence révolutionnaire à partir de sa nature dans la société capitaliste. La violence de la classe ouvrière est une contre-violence. La première violence est celle qui est faite à la classe ouvrière par la bourgeoisie et qui a ses racines dans l'exploitation du travail salarié par le capital. Les difficultés accrues que rencontre actuellement le capitalisme dans la réalisation de la plus value se traduisent par un renforcement de l'exploitation dans toutes ses dimensions. Cette exploitation renforcée, qui se heurte à la combativité accrue des travailleurs, se concrétise dans les différentes formes de violence qui apparaît plus que jamais comme la base fondamentale du maintien

de la bourgeoisie au pouvoir, c'est-à-dire comme ciment du système capitaliste. L'Etat étant le produit des contradictions sociales en même temps que l'instrument de domination d'une classe sur l'autre, son rôle dans l'expression actuelle de la violence est principal.

2° Compte tenu de ces principes, l'utilisation par la classe ouvrière de la violence doit répondre aux principes suivants :

2° A - Dans la période pré-révolutionnaire, l'action violente doit s'intégrer dans une stratégie révolutionnaire globale : les formes de violence utilisées par la classe ouvrière ne doivent jamais être choisies pour elles-mêmes, mais en fonction du rapport de force existant avec la bourgeoisie, et de la capacité de ces formes de violence à faire évoluer ce rapport de force en faveur de la classe ouvrière. En fonction donc de la capacité de cette violence à élargir la base de masse des luttes, dans lesquelles elle intervient, de sa capacité à élever le niveau de conscience et le degré de mobilisation de l'ensemble des travailleurs.

L'action violente ne peut pas précéder les conditions objectives de son efficacité révolutionnaire, parce qu'elle ne crée pas par elle-même une situation révolutionnaire si ces conditions objectives ne préexistent pas. Les formes de violence utilisées dans les luttes doivent donc exprimer le niveau atteint par les luttes de classe mais non le précéder. Sinon, les actions « exemplaires » nécessaires au développement des luttes se coupent de l'adhésion des masses et font le jeu de l'ennemi de classe. La lutte armée, qui constitue la forme extrême de la violence, n'est donc pas un choix que le mouvement révolutionnaire doit proposer aux masses dans la période pré-révolutionnaire actuelle.

Dans la période révolutionnaire, Le pouvoir révolutionnaire aura sans doute à affronter des tentatives de la bourgeoisie pour récupérer par la force ses positions perdues.

Bien qu'il soit possible que cet affrontement avec la bourgeoisie ne prenne pas la forme de la lutte armée, il n'est pas possible d'en écarter le risque. Mais il faut bien voir que l'affrontement militaire est le terrain de lutte sur lequel le rapport des forces est le plus défavorable à la classe ouvrière. C'est donc le terrain sur lequel la bourgeoisie essaiera de l'amener par des provocations, et c'est aussi sur celui que la classe ouvrière doit subordonner le plus les formes de l'action violente à l'analyse et à la décision politique.

Contrairement aux conditions historiques de la lutte des classes jusqu'au début du siècle, où des techniques d'armement étaient telles qu'un mouvement révolutionnaire de masse avait objectivement des chances de battre l'armée sur son propre terrain, l'évolution de l'armement a été tel qu'actuellement la supériorité militaire de l'armée sur d'éventuelles milices populaires rend la disproportion du rapport de force écrasante en faveur de la bourgeoisie et de son Etat.

La dimension internationale

Le P.S.U. est conscient que l'objectif qu'il propose aux travailleurs n'est pas encore défini dans toutes ses dimensions : il est certain en effet qu'un tel processus ne peut s'envisager dans le seul cadre national, et qu'il faut dès maintenant l'appuyer sur le développement des luttes au niveau européen.

Face à l'internationalisation croissante des forces productives et du capital, les travailleurs ont un retard important à combler dans la jonction de leurs combats : ce n'est pas une des moindres conséquences de la stratégie adoptée par les partis communistes européens.

Le problème d'une nouvelle internationale est à l'ordre du jour : vouloir le résoudre dès maintenant, à partir d'un schéma pré-établi reviendrait une fois de plus à reproduire les erreurs passées du mouvement ouvrier par une trop grande anticipation sur le mouvement réel des masses ; avancer rapidement dans cette voie est par contre une nécessité impérieuse pour le mouvement révolutionnaire. Le P.S.U. se considère comme engagé à part entière dans cette voie. □



Dictature du prolétariat

1. La tâche historique du prolétariat, au cours de la période qui suit la prise de pouvoir, est, par un processus progressif de renforcer à tous les niveaux sa maîtrise collective sur le développement des forces productives et l'organisation sociale de la production, processus dont le seul terme est l'avènement de la société communiste, de la société sans classe.

Il prend racine dès maintenant dans le développement des luttes autour de l'axe du contrôle ouvrier (cf. les textes précédents).

Il s'affirmera à l'occasion de la prise du pouvoir (cf. les textes précédents).

Dans quelle condition peut-il se développer dès la prise du pouvoir ?

Il s'agira en effet de réaliser concrètement :

— La remise en cause de la division capitaliste du travail (en premier lieu suppression de la séparation entre travail de production, de contrôle et d'administration au niveau de l'unité de production) et de son organisation hiérarchique (élection des cadres choisis pour leur compétence, ceux-ci rendant compte au comité des travailleurs, et non au patron) ;

— Le renversement des critères qui président aux choix des machines, des cadences, des conditions de travail (travail de nuit, pénibilité, etc.) ;

— La définition d'autres formes de salaires (suppression du salaire individualisé, arbitrairement fixé par la direction, prévision de l'échelle des rémunérations dans le sens d'une uniformisation) ;

— La disparition d'un certain nombre de rapports marchands (gratuité des transports, des équipements sociaux et de loisirs, de l'enseignement, d'un certain nombre de biens de consommation courants) ;

Ces deux derniers points ouvrent la voie à la disparition du salariat ;

— La transformation radicale de l'école (insertion dans la vie du travail, formation permanente, absence de corps à vie d'enseignants, ouverture sur la vie sociale du quartier).

Ceci ne peut être obtenu par des « mesures » prévues d'en haut et imposées aux masses ; ceci n'est possible que si les travailleurs le prennent en charge et ont les moyens de l'imposer aussi bien par les organes du pouvoir qu'ils contrôleront que par le développement de luttes sociales face au blocage que les organes, au niveau de l'Etat principalement, pouvaient y mettre : c'est ce que nous appelons la dictature du prolétariat au sens même où l'on peut parler aujourd'hui de dictature de la bourgeoisie.

Le pouvoir central d'Etat étant pris par le prolétariat, cela laisse néanmoins à la bourgeoisie des positions importantes, en particulier dans le domaine idéologique. C'est pour cette raison qu'une des tâches les plus importantes du prolétariat et du parti après la révolution est de lutter contre

les idées anciennes, bourgeoises (rapports familiaux, séparation dirigeants-dirigés, intellectuels-manuels, villes-campagnes) que des siècles d'oppression ont profondément enraciné.

Cette lutte doit être menée par les masses elles-mêmes et non par une avant-garde éclairée (la révolution culturelle constitue une réponse positive à cette question vitale).

La liberté d'expression dans la société de transition

1. La déviation bureaucratique aboutissant à la dictature du parti sur le prolétariat et à la constitution d'une nouvelle classe dominante repose en partie sur un raisonnement mécaniste selon lequel la communauté d'intérêts historique de l'ensemble des prolétaires au niveau économique implique une totale concordance au niveau des choix politiques. En conséquence, toute position politique qui s'écarte de la ligne du parti dans la phase révolutionnaire puis dans la société socialiste est immédiatement considérée comme une résurgence de l'idéologie bourgeoise.

2. Le P.S.U. rejette ce schéma mécaniste qui nie une pluralité réelle au niveau des choix essentiels, conséquence du développement de la lutte idéologique en société socialiste, et qui réduit la politique à la simple expression des rapports économiques, rendant par là même formelle toute liberté.

3. Au contraire, la victoire du prolétariat donne une importance considérable au « domaine politique », où l'exercice de la liberté a pour objet la définition consciente des formes de vie collective et le choix entre les différentes possibilités de développement de la société socialiste.

C'est cette importance nouvelle et décisive du « politique » qui entraîne la nécessaire mise en place de structures de masse capables de définir les choix essentiels et de contrôler leur application (conseils d'usine, de quartier...).

4. C'est seulement dans ce contexte que peut être correctement posée la question du parti unique. Il n'est en lui-même ni gage de démocratie ni gage de totalitarisme. Son existence éventuelle, née d'une unification positive des révolutionnaires, ne peut donc en aucun cas être considérée en tant que telle comme l'obstacle principal à la démocratie prolétarienne.

Le développement démocratique de la dictature du prolétariat repose en fait sur la libre continuation de la lutte politique au sein et en dehors du parti. Ce qui suppose que celui-ci, dont le rôle et la nature auront été profondément transformés, par la victoire révolutionnaire, se plie au contrôle permanent des masses qui sont, en dernière instance, seules aptes à trancher tout désaccord important surgi au sein du parti. □

Rapports avec le P. C. F.

La politique du P.C.F.

Le Parti communiste développe une politique réformiste. Il intervient pour limiter les luttes ouvrières aux revendications les plus élémentaires (avant tout salariales) pour fractionner les mouvements, pour leur imposer de rester dans la légalité bourgeoise, pour freiner la lutte des classes, voire pour la remplacer par des négociations au sommet des organismes de masse qu'il contrôle.

De même, il ne cherche nullement à lier les luttes ouvrières et paysannes. Aux paysans, il propose comme objectif la défense de la propriété foncière qui est la source même de leur exploitation. Il défend la hiérarchie sociale. Il recherche l'alliance d'une fraction même de la bourgeoisie contre « les grands monopoles ».

Au niveau du pouvoir, cette politique se traduit par la stratégie de la « démocratie avancée » faisant croire à la possibilité d'un passage pacifique et par étapes au socialisme. En fait il s'agit d'occuper le pouvoir comme le Front populaire en 1936 et le gouvernement P.C.-P.S.-M.R.P. en 1945.

On connaît le résultat de ces expériences : le vote de la Chambre du Front populaire pour Pétain en 1940 et les gouvernements réactionnaires d'après 1947. Le Parti communiste continue pourtant à croire qu'on peut instaurer le socialisme dans le cadre des institutions bourgeoises.

Pour parvenir à exercer le pouvoir par la voie électorale, le P.C.F. s'efforce d'utiliser le mouvement syndical, les luttes ouvrières et celles des couches paupérisées de la population, en les canalisant par les organismes qu'il contrôle (syndicats, U.N.E.F., M.O.D.E.F., U.E.F., etc.). Mais si la politique du P.C.F. est fondamentalement réformiste, le P.C.F. n'est pas réformiste dans le même sens que les organisations social-démocrates. Il apparaît différent aux travailleurs.

Par ses structures, sa pyramide hiérarchique, ses permanents, désignés pratiquement à vie, auxquels il faut ajouter tous ceux des organisations de masse plus ou moins contrôlées par le P.C., les municipalités, des comités d'entreprise, il apparaît beaucoup plus comme une contre-société que comme un parti réformiste classique.

A l'opposé des partis socio-démocrates qui entendent gérer les intérêts de la bourgeoisie, le P.C.F. même s'il accepte de gérer lui aussi ces intérêts à court terme, essaiera de déposséder le grand capital par des nationalisations et de s'approprier le pouvoir. Dans un pays économiquement développé, il ne peut le faire qu'avec l'alliance des cadres supérieurs, des gestionnaires, des administrateurs. C'est pourquoi il soutient la hiérarchie dans l'entreprise et dans la société et la hiérarchie des salaires, allant jusqu'à dire que les cadres ont des besoins que les masses n'ont pas, comme les villas secondaires et des bureaux de plaisance.

Il se présente comme le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire celui qui sait ce qui est bon et ce qui n'est pas bon pour elle. A ce titre il intervient directement lorsque les initiatives de lutte échappent aux objectifs des organisations qu'il contrôle. Il intervient pour essayer de couper le mouvement révolutionnaire des couches exploitées en utilisant tout un arsenal qui va de la calomnie à l'agression physique.

Se considérant comme le seul dépositaire des intérêts de la classe ouvrière, il entend prendre le pouvoir pour lui en maintenant les anciennes valeurs de hiérarchie et d'autorité. Le socialisme c'est pour lui, non pas le pouvoir des conseils ouvriers, mais la nationalisation des moyens de production et le pouvoir du parti (c'est-à-dire de sa direction).

La nature du Parti communiste tient en effet non pas seulement à une stratégie réformiste et frontiste, mais à l'ensemble de son histoire liée à l'évolution des sociétés de transition des pays économi-

quement développés, indépendamment dès le départ des appareils étatiques de ces sociétés, modelé selon la théorisation qu'ils ont faite de leur évolution, le P.C. s'efforce de promouvoir une société fondamentalement du même type que celle de l'U.R.S.S.

Pas plus que dans l'Union soviétique actuelle, il n'est question pour lui de remettre en cause les mécanismes mêmes de l'organisation de la production, ni de l'organisation hiérarchique de la société. De même sa politique de collaboration de classe est le reflet de la politique dite de « coexistence pacifique » que pratique l'U.R.S.S. à l'échelle internationale.

Dans ces conditions, il ne peut y avoir aucun doute sur le caractère irréversible de l'évolution du Parti communiste. Le Conseil national d'Orsay avait raison de déclarer :

La nature et la stratégie du P.C.F. ne permettent aucun rapport stratégique avec cette organisation ; il est également illusoire d'espérer conclure des accords pudiquement qualifiés de tactiques, qui impliquent en fait des compromis portant sur le sens même de la lutte révolutionnaire.

De ce point de vue, il est faux de prétendre que la pratique de la D.P.N., notamment pour les élections municipales, est une succession d'erreurs ; elle est la concrétisation de l'impossibilité effective de la ligne de front unique.

En fait, croire que des clivages peuvent se faire à l'intérieur du P.C.F. à partir de l'explication politique des accords rompus ou trahis, c'est affirmer la priorité de la propagande politique sur la pratique des luttes en commun dans les entreprises.

D'autre part, il est absurde de chercher à rallier la base ouvrière du P.C.F. par la dénonciation du caractère contre-révolutionnaire de sa ligne politique ; cela aboutit nécessairement au resserrement des militants autour de leur direction, et suppose, là encore, la priorité de la parole sur l'expérience dans les luttes.

Rapports avec le P.C.F.

En réalité, se trouve condamnée par les faits toute attitude qui refuserait de tenir compte de l'influence que le P.C.F. conserve au sein de la classe ouvrière, en fonction de la base sociale qui est la sienne, toute illusion qui prétendrait construire une stratégie révolutionnaire dans l'ignorance de cette réalité, ou subsister l'insulte et la dénonciation à l'affrontement réel avec le P.C.F.

1. Il est nécessaire par contre de se situer dans le cadre de l'unité du front de classe dans la lutte contre l'ennemi principal (patronat, fascisme, pouvoir bourgeois). Cela veut dire que la politique du parti doit se situer au niveau d'accords tactiques conflictuels et temporaires avec le P.C.F. qui visent à accroître les contradictions entre l'orientation réformiste de ce parti et les intérêts des masses en lutte.

Cette politique ne peut toutefois se donner pour objectifs :

— d'amener le P.C. dans son ensemble sur nos positions ;

— de créer des conflits internes dans l'appareil du P.C.F., perspective utopique qui élide le nécessaire débat devant les masses ;

— il faut encore écarter les illusions « d'un front unique à la base » avec les militants du P.C.F. jugés sains dans leur ensemble par opposition à leur direction que l'on dénoncerait comme trahissant le combat ouvrier. Ce qui ne peut que resserrer au contraire les rangs du Parti communiste autour de ses leaders attaqués.

Elle vise au contraire à poser la nécessité de l'unité de combat de la classe ouvrière contre le capitalisme, en n'esquissant pas l'affrontement central devant les masses, avec l'appareil stalinien, et en permettant à la classe ouvrière de choisir entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire.

Affronter le P.C.F. devant la classe ouvrière, cela veut dire montrer clairement

aux travailleurs à quel point la politique de ce dernier est préjudiciable à leur unité de combat face au capitalisme.

C'est montrer dans la pratique comment se constitue ce front de classe, comment l'unité des travailleurs se forge dans la lutte, comment la guerre permanente déclenchée par le Parti communiste contre les forces révolutionnaires divise le front de classe contre le patronat et le gouvernement, et introduit une barrière idéologique artificielle entre les exploités qui subissent la même oppression.

2. Cette unité du front de classe, P.C. et P.S. entendent la réaliser sur leur propre base, à partir d'un accord programmatique pour la démocratie avancée, un gouvernement de front populaire, etc., et sur la pratique de la négociation conflictuelle.

3. Le P.S.U. refuse précisément ce type d'alliance programmatique et stratégique, ainsi que l'a déclaré le Conseil national de Paris. De manière générale il refuse de s'intégrer dans toute combine politique de compromis. L'unité d'action ne peut pas avoir de but stratégique, mais seulement des buts tactiques, pour une action, une campagne déterminée.

4. L'objectif est donc d'imposer à l'unité de la classe une base autre que celle que veulent lui donner les réformistes.

Cela suppose :

a) Une bataille autonome du courant révolutionnaire, avant, pendant et après la lutte, pour transformer ses rapports de forces avec le courant réformiste ;

b) Un débat politique clair et public s'il y a négociation ;

c) La dénonciation des trahisons par les réformistes des accords passés ;

d) La rupture des accords qui deviennent un frein à l'action.

Le P.S.U. s'efforce de réaliser l'unité de front à tous les niveaux. Quand l'unité d'action est possible, le P.S.U. ne fait pour autant aucune concession sur ses positions propres. Il n'atténue pas les critiques politiques de ses alliés sous des prétextes unitaires (ses critiques devant

être conduites de manière à ne pas susciter un réflexe d'esprit de corps menant militants et sympathisants à serrer les rangs autour de ses dirigeants).

Cette politique qui reprend dans des conditions nouvelles la politique de front unique définie par l'I.C. à l'égard des réformistes n'a rien de commun avec les pratiques ambiguës dans le parti depuis un an, notamment au niveau de certains accords municipaux, qui représentent des cautions aux politiques de « démocratie avancée » et « d'union de la gauche » prônées par le P.C.F. (sans même parler de coalitions électorales se situant à la droite du P.C.F.).

6. L'affrontement avec le P.C.F. doit être mené en priorité sur le terrain où se mènent les luttes économiques et sociales, dans l'entreprise et hors de l'entreprise. Il ne peut être contredit par des perspectives électoralistes, et le congrès rejette dès aujourd'hui toute politique qui vise à préparer avec le P.C.F. une alliance électorale pour les législatives de 1973, visant à faire du P.S.U. l'aile gauche d'une éventuelle coalition de front populaire. Ces législatives devant être l'occasion, à l'exemple des listes « Paris aux travailleurs », de manifester l'unité des révolutionnaires, la seule discussion avec le P.C.F. portant sur le problème des désistements.

7. A tous les niveaux, depuis les groupes de base jusqu'à la direction nationale, nous devons être prêts aux discussions, aux confrontations avec tous les militants et responsables des organisations — P.C.F. compris — (disposés à participer au front de classe qui se créera pour mener les luttes sur tel ou tel point de friction avec le capitalisme).

8. Le P.S.U. n'oublie pas que le gage principal de la victoire, la construction et la puissance du parti révolutionnaire et qu'aucune politique d'unité d'action ne peut entrer en contradiction avec la construction du parti et l'autonomie du courant révolutionnaire. □

Pour une nouvelle organisation de la presse du Parti

Si nous voulons éviter que des poursuites dirigées contre notre presse ne mettent en difficulté le développement de la Société d'Édition, il est indispensable de créer, parallèlement à cette société, une société de Presse regroupant nos publications, en particulier Tribune Socialiste. Cette création est peu onéreuse, capital de la société : 2.000 F.

Le montant de la cotisation des militants comprend l'abonnement à T.S. Cette part de cotisation qui est reversée directement par le parti à l'imprimeur ne permet pas à T.S. une gestion satisfaisante de la trésorerie.

D'autre part, les mouvements d'adhérents (adhésions, démissions) sont irrégulièrement signalés (exemple : un militant qui prend sa carte au début de l'année et démissionne le mois suivant, reçoit le journal durant toute l'année, voire même six mois de l'année suivante).

Pour remédier à cela, l'abonnement à Tribune au prix de revient (actuellement 18 F) devrait être réglé lors de la reprise de carte et crédité directement à Tribune Socialiste.

(Adopté à l'unanimité moins deux voix contre.)

Tout le monde répète volontiers que T.S. doit être un journal de masse, mais pour cela, il faut s'en donner les moyens matériels, administratifs et financiers, ainsi que les moyens politiques au niveau de sa rédaction. Ces moyens n'ont jamais été donnés à T.S. Il importe que le Congrès prenne une fois pour toutes les décisions permettant à notre journal d'avoir l'audience populaire correspondant réellement à l'influence de notre parti. Ceci implique les conditions suivantes :

1° Directeur politique

Jusqu'à présent le directeur politique cumulait trop de fonctions, et ne pouvait pas assurer le travail du journal. Il est donc nécessaire que le directeur politique membre du B.N. soit chargé de cette tâche, à l'exclusion de toute autre.

2° Problème de la responsabilité politique du comité de rédaction

Le journal est plus l'addition de contributions individuelles que le produit d'une réelle élaboration collective. L'organisation purement empirique du comité de rédaction, ne peut être considérée comme satisfaisante. Les membres de ce comité, parce qu'ils sont chargés d'exprimer vis-à-vis de l'extérieur la ligne du parti et qu'à ce titre ils sont nécessairement amenés à contribuer modestement à son avancée, au regard des données nouvelles de l'actualité doivent être pleinement soumis à un principe clair de responsabilité politique, sous contrôle du B.N. et vis-à-vis du parti dans son ensemble.

La D.P.N. doit donc élire un comité politique de 5 à 8 membres, élus sur critères politiques et responsables collectivement de la rédaction de T.S., mais ce comité n'aura aucun droit de regard sur la publication et le contenu des communiqués du B.N. ainsi que sur les tribunes libres.

3° Les problèmes d'un permanent

Les problèmes du personnel attaché à la rédaction restent extrêmement préoccupants. Le fonctionnement normal d'un journal militant hebdomadaire impliquerait que deux fonctions distinctes soient assurées.

1) Le secrétariat de rédaction, chargé du regroupement final des articles, de leur mise en page, et de la coordination de l'ensemble des opérations de confection matérielle du journal (imprimerie notamment).

2) Un secrétariat administratif chargé de l'ensemble du courrier des lecteurs, de la collecte des informations militantes au sein du parti, de la revue de presse hebdomadaire, des relations avec les secteurs et commissions du parti, d'un classement des informations.

A titre provisoire, on peut envisager que ces deux fonctions substantiellement différentes, soient prises en charge par une même personne. Cette solution implique cependant au minimum la création d'un poste permanent à temps complet.

4) Pour chaque Conseil national ou Congrès du parti, le comité politique devra soumettre au B.N. et aux délibérations du parti, un rapport politique détaillé sur son activité passée.

(Adopté à l'unanimité moins deux voix contre.)

Conflits

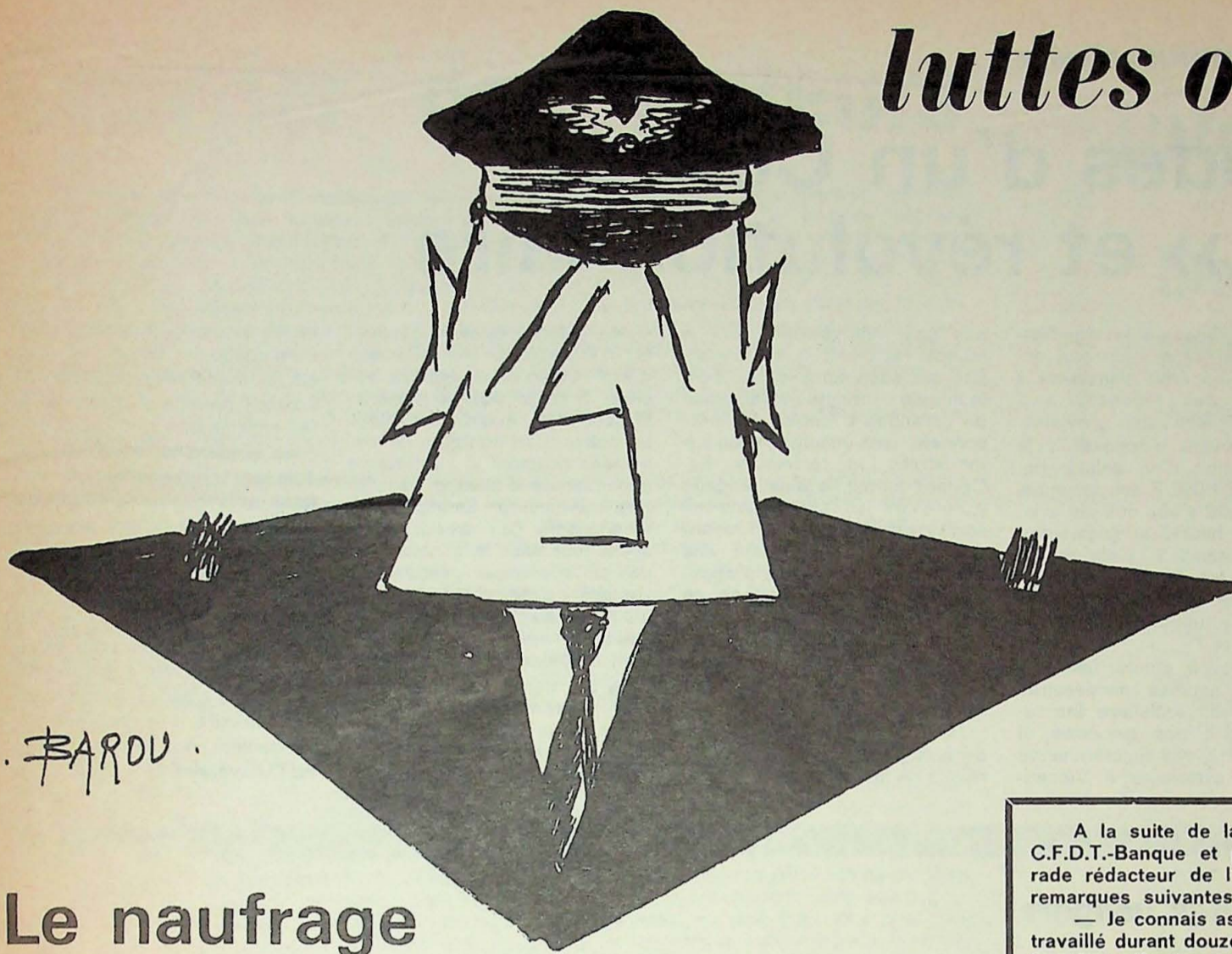
REBUCHI
PESTEK
BARES
AUSTIN
GOMEZ

GRUBER
MARCHAND
FEVRET
PLANCHE
CASCARANO

Comptes

BARREU
ADAM
KESCHNER

IOUVE
HUE



Le naufrage de la navigation aérienne

Jacques Ferlus

Vendredi dernier 2 juillet, les syndicats du personnel navigant des compagnies aériennes ont déposé un préavis de grève pour les 8 et 9 juillet. C'est un décret signé Pompidou-Chaban qui a provoqué cette décision dont la conséquence sera la paralysie du trafic des compagnies françaises, tant sur le territoire métropolitain que sur les aéroports étrangers.

Ce n'est sûrement pas en se référant à leur politique de concertation que le chef de l'État et le gouvernement ont décidé, sans consulter qui que ce soit, de faire passer de huit à dix heures la durée maximale du vol dans une amplitude.

Cette décision ne pouvait pas ne pas être relevée par les navigants. En février-mars derniers un long conflit les avait opposés à leurs directions, et la revendication essentielle mise en avant était justement la diminution du temps des vols. A l'époque, les compagnies (Air-France, Air-Inter, U.T.A.) avaient quasiment lock-outé les navigants en annulant tous leurs vols. Elles y ont perdu plus de 15 milliards de francs pour ne pas avoir à accéder aux revendications de cette catégorie du personnel.

De l'épreuve du mois de mars les patrons sont sortis vainqueurs. On comprend donc que les navigants en aient gardé une certaine rancœur ; l'insulte que leur fait aujourd'hui le pouvoir par sa décision, ne peut que provoquer leur colère.

En fait, il semble bien que les navigants aient eu raison de capituler lors du dernier conflit. La poursuite de leur mouvement aurait fait le jeu du pouvoir et des compagnies. Ceux-ci souhaitent en effet que le conflit s'éternise, le lock-out a semblé-il

été décidé dans ce but. Ils voulaient pouvoir faire passer à chaud leur projet de restructuration de l'aviation commerciale.

La crise de l'aviation

Tout ne va pas pour le mieux dans le domaine aérien. L'arrivée sur le marché des Boeing 747, comme celle prochaine des Concorde, ne change rien à l'affaire : les compagnies ont le plus grand mal à rentabiliser leur exploitation. Le phénomène est mondial. La Panam américaine licencie 2 000 personnes et en est réduite à faire des économies sur la qualité de son service hôtelier. Air-France court des risques identiques, même si au prix de quelques pirouettes le bilan pour l'année 1970 est équilibré. Le secrétaire général de la compagnie, M. Pérol, affirme publiquement : « L'effectif total de la compagnie est trop important... Il s'agit de faire de l'économie des effectifs le principe numéro un du service de l'organisation... » De quoi raser les 2 458 navigants.

En plus des difficultés économiques, l'aviation française supporte les conséquences de l'anarchie de son organisation.

Air-France est une compagnie nationalisée régie par une loi du 10 juin 1948. Cette loi précise à la compagnie que l'exploitation des transports aériens doit se faire conformément au statut de l'aviation nationale. Or, ce statut n'existe pas à l'époque et n'existe toujours pas. Il est donc aisé de tout faire avaler à la compagnie nationale. On lui enlève l'exploitation bénéficiaire des lignes africaines pour la confier à l'U.T.A., une compagnie privée. On l'empêchera de concurrencer Air-Inter sur les lignes intérieures. Cinquante pour cent du capital d'Air-

Inter est détenu par les intérêts privés.

A l'évidence la restructuration de l'aviation commerciale s'impose, mais ce ne sont pas les projets du gouvernement qui doivent être suivis. En fait celui-ci cherche à confier l'ensemble du trafic aérien aux compagnies privées.

Quelle restructuration ?

Dans un premier temps, cela pourrait se traduire par la dénationalisation d'Air-France. Tous les prétextes pour y parvenir seront bons et en premier lieu celui de la rentabilité. Afin de ne pas tendre la perche au pouvoir, les syndicats se sont battus à l'intérieur du comité d'entreprise, pour qu'après la grève du mois de mars il ne soit pas fait appel à l'aide financière du gouvernement. Ils ont obtenu que les pertes ne soient résorbées que sur plusieurs années, sur les fonds propres de la compagnie et sans qu'il soit touché à l'emploi.

La deuxième étape de cette restructuration pourrait être le regroupement de toutes les compagnies en une seule, qui bien sûr serait privée et qui n'en jouirait pas moins du monopole des transports aériens.

Ainsi la décision de Pompidou-Chaban apparaît clairement comme une provocation dont le but est de permettre au pouvoir d'accélérer son escalade. Contraints de répliquer, les navigants prendraient de gros risques s'ils décidaient d'étendre leur mouvement dans le temps. C'est une partie délicate et importante qu'ils sont en train de jouer.

Le conflit de l'aviation n'est pas essentiellement catégoriel, il est avant tout politique et au plus haut degré. □

Les responsables de la CFDT-banque face à la discussion dans le mouvement ouvrier

A la suite de la lettre de protestation émanant de la C.F.D.T.-Banque et publiée la semaine dernière, le camarade rédacteur de l'article paru dans T.S. n° 498, fait les remarques suivantes :

— Je connais assez bien le milieu bancaire pour y avoir travaillé durant douze années et occupé successivement des fonctions électives de délégué du personnel, puis délégué de comité d'entreprise. Cela me permet aujourd'hui de mesurer le haut degré de combativité des jeunes travailleurs, très nombreux dans ce secteur, par rapport à ce qu'il était avant mai 1968.

— Les responsables de la fédération C.F.D.T. de la banque se livrent à un amalgame grossier et insidieux lorsqu'ils écrivent : « Mais croyez-vous qu'à démolir indistinctement les organisations des travailleurs, un article comme celui de Camouis aide à la prise de conscience et au développement des luttes ? »

Si je sais lire cela veut dire que :

1) Faire des remarques d'ordre tactique et poser des questions d'ordre stratégique, c'est « démolir » les organisations de travailleurs. C'est une bien curieuse conception de la démocratie dans le mouvement ouvrier ! Un « crime » de lèse-majesté, sans doute.

2) On aurait voulu que je critique seulement la C.G.T., puisque je démolis « indistinctement ». Je regrette : le P.S.U. n'est pas la courroie de transmission de la C.F.D.T., pas plus que celle d'aucune autre organisation ouvrière. Cela a été dit et réaffirmé à son congrès de Lille. Nous ne pratiquons pas une politique de complaisance.

— Sur le contenu de la lettre C.F.D.T.-Banque : je maintiens :

1) Que le slogan massivement repris « Ce n'est qu'un début... » a recouvert le compte rendu négatif et par ailleurs inaudible des représentants du personnel.

2) Qu'il était possible de faire reculer « sans heurt » ai-je précisé, le service d'ordre (on veut nous faire passer pour des « casseurs »), d'occuper la chaussée pour permettre aux travailleurs de discuter de la suite à donner au refus patronal.

3) Que les responsables syndicaux n'avaient pas d'alternative à proposer aux travailleurs devant une réponse patronale dont on pouvait bien penser qu'elle serait négative. On me répond sur un mode ironique (mais qui ne trompe pas) que c'est la faute des patrons. C'est pas sérieux, les travailleurs jugeront.

4) Que de très nombreux travailleurs ont exprimé leur mécontentement devant ce qu'il convenait objectivement d'appeler « carences syndicales ». Je n'ai été que le témoin de ce mécontentement. A vouloir se boucher les yeux, on ne fait pas progresser « la prise de conscience et le développement des luttes ».

— Une dernière remarque : le fait que l'on s'étonne à la C.F.D.T.-Banque que T.S. puisse, dans un article d'analyse des luttes, parler de la stratégie de la C.G.T., n'est-ce pas l'aveu du rôle que cette fédération voudrait faire jouer au P.S.U., au profit de la C.F.D.T. ? Sinon elle ne nous reprocherait pas de « démolir indistinctement les organisations des travailleurs ». □

Les méthodes d'un Conseil « syndical » et révolutionnaire

A la suite de la grève des vacataires à Vincennes, la section S.N.E.Sup de Vincennes et les collectifs enseignants des départements de sciences politiques, économie politique, mathématiques, philosophie et psychanalyse ont tenu une conférence de presse dont le communiqué ci-dessous constitue le résumé.

• Depuis cinq semaines, le personnel de Vincennes est en grève. Cela peut sembler paradoxal face à un Conseil qui prétend avoir été élu sur une base syndicale. Elu par un pourcentage infime d'enseignants et d'étudiants, il est aussi peu représentatif que

possible. Quant à la signification « syndicale » de son action, elle apparaît clairement à l'examen des réponses qu'il vient de faire aux grévistes.

Ne pouvant s'opposer à la revendication d'un salaire minimum de 1 000 F net par mois, il la reprend à son compte avec l'additif « heures supplémentaires comprises ». Cela veut-il dire que les travailleurs n'ont droit à ce salaire qu'à condition d'effectuer un travail supplémentaire ?

Après avoir obtenu les postes qu'il estimait nécessaires pour pouvoir satisfaire les revendications des grévistes, il fait appel à des fonctionnaires titulaires extérieurs à Vincennes

pour les remplir. Tout le monde reconnaît que l'Université est sous-administrée. Tout le monde s'indigne de l'absence de garanties d'emploi des personnels, tant enseignant qu'administratif ou technique. Le Conseil lui-même s'est engagé à défendre les enseignants associés menacés de non-reconduction. Mais, s'agissant des vacataires, il se refuse à appliquer les mêmes principes en garantissant le réemploi et utilise contre cette catégorie de travailleurs le mot d'ordre de lutte contre la contractualisation.

Les relations entre la société de nettoyage et le Conseil ont révélé de la part de celui-ci une

carence totale dans la gestion, et, d'autre part, les méthodes d'exploitation de ce type de société. Il se propose de résilier le contrat et, avant d'en signer un autre, il se contente de demander poliment à l'entreprise de continuer d'assurer l'emploi des travailleurs. Estimant que le scandale qu'il devait éviter avant tout était la contestation de sa mauvaise gestion, ce Conseil « syndicaliste » se lave les mains du risque de licenciement d'ouvriers dont la plupart sont étrangers.

Le but essentiel de la grève était l'obtention d'un statut à corps unique pour tout le personnel payé sur le budget de l'Université. Après de longs si-

mulacres de consultations, sans faire aucun cas du soutien massif que cette revendication rencontrait parmi les étudiants et les enseignants, le Conseil procède aujourd'hui à un référendum par correspondance pour faire approuver un statut qui maintient et renforce les divisions hiérarchiques, en choisissant le personnel auquel il s'adresse sans fixer de quorum. Pour ce Conseil « révolutionnaire », la remise en cause de la hiérarchie a paru délicate et il n'a pas hésité, pour la combattre, à prendre la responsabilité du blocage actuel de l'Université. □

Sur le front des usagers

Ne pas se laisser rouler

Les mois d'été sont, pour le pouvoir, les mois des mauvais coups.

Pendant que la population — mise en condition par la radio, la T.V., les journaux, la publicité — savoure son mois de vacances, le gouvernement, lui, prépare ses hausses.

Chaque année, les hausses les plus impopulaires sont ainsi repoussées jusqu'en juillet ou en août où, dans l'euphorie des vacances, le gouvernement les décrète. Il en fut ainsi en 1969 de la dévaluation, il en fut ainsi en 1970 de diverses hausses de services publics.

Cependant, les usagers, les travailleurs refusent de se laisser entraîner dans ce cycle : vacances-hausses.

En juillet 1970, le gouvernement avait annoncé une hausse des transports, la quatrième en deux ans : la détermination des usagers, leur mobilisation

— un meeting, le 17 juillet, réunit plus de deux mille personnes — le fit reculer. Cette année, le pouvoir prépare à nouveau une série de mesures du même type.

Comme les années précédentes, l'une de celles-ci touche au domaine des transports urbains, métro, bus parisiens.

Pour essayer de la rendre moins impopulaire, le gouvernement tente de montrer :

1. Qu'elle est nécessaire ;
2. Qu'elle est accompagnée d'une série de mesures en faveur des usagers ;
3. Que ceux-ci n'en paieront qu'une petite partie.

La hausse des tarifs des transports urbains n'est en rien nécessaire. Ce n'est en aucun cas aux usagers de ce service d'en assurer la rentabilité économique. Surtout quand ce service est non seulement utile

aux usagers, mais vital à la survie économique d'une région.

Les quelques promesses de prolongements de ligne réclamés depuis des années par les usagers des banlieues ou des quartiers concernés n'est qu'un pis-aller à une situation qui se dégrade.

Face à la révolte des « mal transportés », le gouvernement se voit dans l'obligation d'avancer quelques réformes, mais sait que celles-ci tomberont dans l'oubli après avoir été annoncées triomphalement en une de « France-Soir », comme cela a été le cas souvent. Mais elles se contenteront de faire que cela n'aille pas plus mal, mais en aucun cas que cela aille mieux ; car aller mieux signifie une réforme d'ensemble des transports de la région parisienne.

En décrétant la taxe des transports payée par les en-

treprises, qui ne fait que reprendre une taxe supprimée par le régime gaulliste à ses débuts, le gouvernement a pris une demi-mesure plus démagogique qu'efficace. Le problème est de faire payer au patronat le coût du transport des travailleurs. C'est pourquoi, plus que jamais, le mot d'ordre de carte unique R.A.T.P. - Bus - S.N.C.F. reste valable.

Quant au stationnement payant, décision prise à la sauvette début juillet par le Conseil de Paris, il n'améliorera en rien le sort des usagers. L'argent récolté ne servira en rien à l'amélioration du réseau urbain et, de plus, s'inscrivant en dehors d'un plan d'ensemble de réforme des transports parisiens, elle ne pourra qu'engendrer une pagaille supplémentaire.

Face à ces menaces de hausse, les usagers doivent donc se montrer vigilants.

Il ne s'agit pas de faire de cette campagne une opération de prestige comme tente de le faire le P.C.F. Absent de toute campagne à la base depuis un an, il a voulu relancer le cartel d'organisations « démocratiques » pour l'intégrer à ces sept campagnes. Peine perdue, malgré deux manifestations de préparation (Champerret, Ivry), à peine trois mille personnes ont répondu à son appel.

Cet échec montre que toute préparation sérieuse d'une mobilisation de masse passe par un travail de quartiers, d'entreprises : un travail qu'assument pour leur part dans ce domaine les comités d'usagers.

Leur mobilisation a déjà fait, en juillet 1970, en novembre 1970, en mars 1971 repousser trois fois la hausse.

Pourquoi pas une quatrième fois ? □

Stage national Santé (24 au 27 septembre)

Ce stage s'adresse spécialement aux travailleurs du secteur Santé comprenant : le personnel hospitalier (infirmiers, travailleurs de l'usine) ; les élèves-infirmières ; le personnel psychiatrique ; la recherche médicale, etc.

Ce stage se tiendra dans la banlieue parisienne. Une possibilité de prendre des congés culturels existe. Se rappeler qu'il faut adresser les formulaires plus d'un mois avant le stage pour en obtenir l'autorisation.

Pour tout renseignement supplémentaire, ainsi que pour recevoir les rapports préparatoires au stage, s'adresser à Coordination Santé (P.S.U.), 9, rue Borromée, Paris-15^e.

Courrier des lecteurs

luttons internationales

L'article de Michèle Descolonges sur l'avortement a provoqué un important courrier, tant des lecteurs que des lectrices. Tous reconnaissent qu'étant donné le nombre impressionnant d'avortements clandestins, il faut légaliser celui-ci, mais en présentant cela comme « un mal préférable à un mal plus grand » (Anne-Marie Chaffanges). « En France, chaque année, un millions de femmes sont obligées de se faire avorter et c'est parce qu'elles y sont obligées qu'il faut légaliser l'avortement. » (R. Roussel.) **Le vrai problème est celui de la contraception.** « Il me semble plus responsable pour une femme d'éviter une grossesse non désirée que de se faire avorter. » (Denise Franck, Saint-Nazaire.) « Oui à la procréation consciente, et c'est possible, même en milieu prolétarien, il suffit d'y mettre le paquet, je pense que ce n'est pas plus dur que de faire naître une conscience politique ; non à la facilité, aux fausses solutions, à l'avortement légal sur simple demande pour raisons sociales ou psychologiques. » (Dr Garçonnet.)

Deux camarades, A.-M. Chaffanges (Neuville-sur-Saône) et le Dr Garçonnet (Château-roux), soulèvent des problèmes qui montrent que la question n'est pas aussi simple que l'article de « T.S. » le laisse supposer : « Ce qui me gêne terriblement, dit le Dr Garçonnet, c'est que je ne sais pas ce qu'est un homme. L'homme, est-ce l'embryon d'un mois, le fœtus de six mois, l'enfant qui vient de naître à la vie atmosphérique, l'adolescent, celui qui a le droit de vote, celui qui est productif, le bachelier, l'homme blanc. Si on tue l'homme à un mois, pourquoi ne pourrait-on pas le tuer à 20 ans, s'il est gênant, s'il gêne sa famille ou la société, s'il n'a pas la même conception du socialisme ? » « Je voudrais savoir, dit A.-M. Chaffanges, quelle différence fondamentale il y a entre un enfant d'un jour, un fœtus, un embryon ? » et plus loin « 90 % des femmes qui avortent le font pour des raisons économiques. Quelle occasion cela pourrait être pour le P.S.U. d'intensifier la campagne sur le cadre de vie ! »

Roger Roussel, de Pamiers, soulève également une grave question : « Nous savons depuis Durkheim qu'un acte n'est pas puni parce qu'il est criminel, mais qu'il est criminel parce qu'il est puni. Il fut un temps où c'était à la naissance que les parents décidaient de la vie ou de la mort de leurs enfants... Nous croyons pouvoir dire que n'importe quel gouvernement peut, s'il en prend les moyens, créer chez ses sujets une notion de « valeur » qui leur permettra de participer à un génocide en toute bonne conscience (Américains au Vietnam, Français en Algérie, Allemands contre les juifs...). Nous croyons pouvoir dire qu'un gouvernement qui dispose d'un appareil de propagande et de mise au pas important peut, s'il le désire, faire en sorte que l'avortement sera généralisé et l'infanticide autorisé jusqu'à un an, par exemple... Nous ne disons pas que l'avortement est ou n'est pas un crime, mais nous disons qu'avorter c'est tuer. »

Enfin, plusieurs camarades critiquent « T.S. » : « Ecrire en couverture « Avorter est un droit », affirmation péremptoire qui sera prise pour la position officielle du P.S.U., est-ce normal alors que cela n'a pas été vraiment discuté au sein du parti ? » (A.-M. Chaffanges.) **Même critique de la part du camarade J. Commenge, de Toulouse, à propos de l'article de J.-P. Espaguyche dans le n° 500 :** « Cet article n'engage-t-il que son auteur ? Si oui, il faudrait le dire et, à ce moment-là, faire paraître l'article dans une « tribune libre ». Sinon, il engage le parti, il devient une position officielle du parti, et dans ce cas c'est grave, car je suis certain que bon nombre de militants ne seront pas d'accord avec son auteur. »

Max Faucherre (30-Anduze) nous signale une série de stages organisés cet été par l'Association de Chantres, destinés aux jeunes de plus de 18 ans : du 5 au 15 juillet : poterie ; du 5 juillet au 4 août : théâtre ; du 19 au 31 juillet : arts plastiques ; du 7 au 27 août : création collective d'un spectacle musique et expression corporelle ; 1^{er} au 12 septembre : chant choral ; 1^{er} au 12 septembre : arts plastiques. Pour tous renseignements : Max Faucherre, Mas de l'Euzière, Saint-Félix-de-Pallières, 30-Anduze. Tél. : le 6 à Saint-Félix.

Hubert Pfeiffer, de Merlebach et ses amis, qui avaient organisé la lutte contre la pollution atomique de Fessenheim, ont entrepris, le 19 juin, une campagne en faveur de l'objecteur de conscience R. Carlo. La demande de ce dernier de bénéficier de la loi du 21 décembre 1963 sur les objecteurs de conscience avait été refusée parce que présentée trop tardivement (forclusion). Le jeune soldat incarcéré doit être jugé à Metz. Or, l'article 11 de cette loi interdit toute propagande sous quelque forme que ce soit pour inciter autrui à bénéficier des dispositions de cette loi. C'est pour protester contre cet article qui prive les jeunes de toute information sur leur possibilité d'être objecteur de conscience qu'un « jeune public » a eu lieu dans une église de Metz. Une lettre ouverte a été envoyée aux parlementaires de la Moselle pour qu'ils interviennent « auprès du législateur afin que l'objecteur convaincu puisse manifester son désir d'effectuer un service civil à tout moment ». De son côté, la fédération de la Moselle du P.S.U. a également apporté son soutien à R. Carlo en demandant « que le délai de forclusion soit supprimé ». □

Le B.N. rappelle aux responsables fédéraux :

1) que deux stages nationaux de cadres ont lieu du 25 au 31 juillet et du 23 au 30 août ;

2) que, pour les besoins organisationnels, ils doivent faire parvenir de toute urgence les demandes d'inscription encore en suspens au P.S.U., service formation, 9, rue Borromée, Paris-15^e.

Des échecs pour Nixon

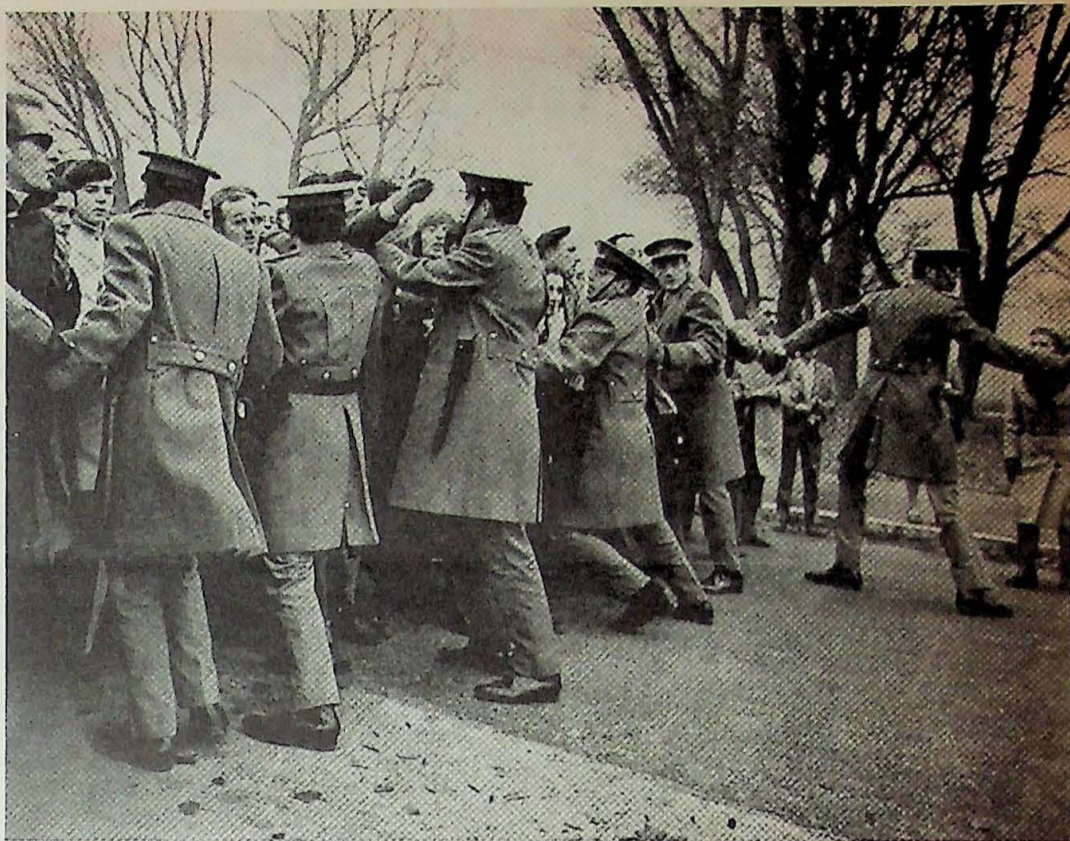
Pierre Gautier

Depuis des années les gouvernements américains ont soigneusement entretenu une fiction : celle qui consistait à prétendre que l'agression des troupes U.S.A. n'était qu'une réponse aux interventions ou attaques venues du nord du Vietnam. Les Etats-Unis, selon cette légende, n'envoyaient des troupes dans cette contrée lointaine que pour aider des gouvernements amis, défenseurs de la démocratie.

Tout cela, aujourd'hui, ne tient plus, même pour les plus aveugles. Après la publication par le « New York Times » et le « Washington Post » de passages du rapport fait sur la demande de Mc Namara alors ministre de la Défense, il apparaît que les gouvernements américains de Kennedy et de Lyndon Johnson ont prémédité leur agression contre le peuple vietnamien, sans se soucier d'ailleurs le moins du monde de ce que pouvaient penser ou vouloir les gouvernements amis qu'ils étaient censés aider. Le cynisme des dirigeants américains éclate ainsi au grand jour. Pour l'administration Nixon, c'est un coup dur. Toute sa politique de temporisation se trouve en porte-à-faux. La publication du rapport secret par des journaux aussi importants, la décision de la Cour suprême en faveur de la presse, montrent qu'une grande partie des milieux dirigeants s'opposent à la poursuite de la guerre et sont prêts à exercer une forte pression sur le Pentagone et Nixon. Il devient en effet, de plus en plus difficile de faire la guerre avec une armée démoralisée, marquée par la drogue et le défaitisme et dans ses officiers la corruption (le trafic de l'opium dénoncé dans le dernier numéro des « Temps modernes »). On ne peut donc s'étonner que dans ces circonstances une partie importante de la classe dominante veuille préserver l'armée de l'impérialisme en faisant la part du feu.

Bien entendu, l'opinion publique américaine opposée à la guerre se trouve renforcée dans sa volonté de mettre un terme à l'aventure dans les plus brefs délais, et si Nixon ne prend pas d'initiative qui réponde à cette attente, il peut se trouver très vite dans une situation intenable. C'est ce qu'a bien compris le F.N.L. qui, par l'intermédiaire du gouvernement révolutionnaire provisoire et de son porte-parole Mme Binh, a proposé de libérer les prisonniers américains au fur et à mesure des départs des troupes U.S. du Sud-Vietnam. Cette proposition a été immédiatement populaire et l'administration Nixon a dû, du bout des lèvres, reconnaître qu'elle était intéressante et positive.

On s'approche donc d'un tournant capital pour cette guerre. Mais comme toujours en pareil cas, il ne faut pas se représenter les choses comme si tout était réglé. L'opinion internationale doit être vigilante contre toutes les tentatives de louvoiements qui ne manqueront pas de se produire, car les forces les plus réactionnaires de la société américaine feront tout pour reculer la perspective de cette défaite majeure de l'impérialisme. □



Photos Cartier-Bresson.

Les leçons de Burgos

Marc Echeverry

L'ouvrage que Gisèle Halimi (1) vient de consacrer au procès de Burgos est important à plus d'un titre. D'abord et surtout parce qu'il rend compte de manière exemplaire des faits. Désormais, il sera difficile à tous ceux qui ont suivi avec passion ce procès, d'ignorer l'ampleur du débat en cause. Le procès de Burgos n'est pas un procès politique comme beaucoup d'autres. Il marque une avancée politique très importante, en ce sens qu'il éclaire et justifie le comportement que doivent avoir des militants révolutionnaires face à un tribunal fasciste.

Ici, et Gisèle Halimi en rend admirablement compte, la défense politique est assurée par les inculpés eux-mêmes, les avocats n'intervenant que pour mieux démontrer chaque fois les multiples arguties de l'instruction, et du développement du procès lui-même.

Cette conjonction est révélatrice. Les avocats font leur métier dans les conditions effroyables de la justice franquiste. Ils ne sont assurément pas dupes des possibilités qu'ils peuvent exploiter. Ils savent d'expérience — et s'ils l'oubliaient, les menaces et sanctions qui ont suivi le procès leur rappelleraient vivement la condition qui leur est faite — que leur rôle ne peut être que d'appui à une cause qu'ils épousent, sans pouvoir la formuler autrement qu'en termes juridiques. C'est-à-dire — et singulièrement en Espagne franquiste — en termes étroits.

Mais ils ont essayé constamment de faciliter l'expression

des idées que les militants qu'ils défendaient entendaient proclamer.

Au delà des juges

Car Izko et ses camarades ont, tout au long du procès, refusé une quelconque autorité ou représentativité aux « juges » qu'ils avaient en face d'eux.

Toute leur défense, tous les propos qu'ils arrivent à piacer, s'adressent par-dessus la tête du sinistre colonel Ordavas, président du tribunal, au peuple basque assurément mais aussi à tous les peuples de la péninsule et plus précisément aux révolutionnaires basques et espagnols.

On ne soulignera jamais assez la mutation qui est en train de se produire, au travers de E.T.A. et quelles que soient les divergences qui existent au sein de l'organisation, dans tout le mouvement nationaliste basque. Autrefois petit-bourgeois, celui-ci est en train de comprendre que la voie de la libération réelle du peuple basque passe par le combat socialiste. Cette orientation paraissait difficile à imposer il y a seulement quelques années. Aujourd'hui, la solidarité profonde qui lie les révolutionnaires de E.T.A., à la masse du peuple basque, prouve que cette évolution est non seulement comprise, mais très largement approuvée.

C'est un fait majeur, qu'il faut désormais prendre en compte, si l'on veut comprendre la réalité basque d'aujourd'hui.

Ce qui m'amène à préciser qu'il y a deux livres en un seul

dans l'ouvrage de Gisèle Halimi. D'une part, le compte rendu, appuyé sur les faits et les documents. Très démonstratif et très fidèle à la pensée des accusés.

D'autre part, la préface de Jean-Paul Sartre, qui nous paraît franchement moins heureuse.

Du problème des ethnies au problème colonial

En effet, Jean-Paul Sartre part d'une donnée juste, qui est celle des données ethniques du peuple basque, qui font sa singularité et auxquelles il n'a jamais renoncé.

La droite espagnole a depuis longtemps cherché à réprimer toute expression propre au peuple basque, et a même pris, chaque fois que cela lui paraissait nécessaire, des moyens d'exception. Mais les organisations ouvrières ont pendant longtemps ignoré tout autant le problème et maintenu une orientation centralisatrice et « jacobine ».

La bourgeoisie basque a su utiliser cette situation. S'appuyant sur le sentiment national, elle a longtemps réussi à diviser la classe ouvrière qui travaillait en Euzkadi. D'une part, les indigènes et d'autre part, les immigrés qui venaient de toute la péninsule ibérique.

Mais à l'abri de cette attitude, elle a cherché et réussi à dominer une grande partie du capitalisme espagnol et a réalisé des super-profits sur le dos du prolétariat hispanique.

Décrire en conséquence la bourgeoisie basque comme

une couche de « compradore » c'est, en définitive, maintenir l'illusion même que la bourgeoisie basque entretient depuis de longues années. C'est appliquer mécaniquement à Euzkadi des schémas qui ont été et sont vrais ailleurs.

C'est, en définitive, s'écarter du combat même tel qu'il est actuellement mené par E.T.A.

Il reste, ces remarques faites, que le livre de Gisèle Halimi est beaucoup mieux que le rapport fidèle d'un procès exemplaire.

Il pose les problèmes réels des militants révolutionnaires basques et leur jonction avec les autres militants de la péninsule. Il n'oublie jamais de

les situer dans leur contexte humain. Il rompt avec tous les schématismes, qui ont permis à beaucoup de s'associer à la défense des inculpés de Burgos au nom tout simple de la démocratie, en feignant d'oublier qu'il s'agissait de militants révolutionnaires qui se comportaient comme tels face à un tribunal fasciste.

Il rappelle à tous ceux qui, à l'heure des vacances, préfèrent le soleil espagnol aux réalités du régime franquiste, que des hommes luttent dans des conditions difficiles pour la liberté de leur peuple et le socialisme et qu'ils se retrouvent eux à l'ombre des prisons. □

(1) Editions Gallimard.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Rédaction :
566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

Les photos illustrant les travaux
du congrès sont d'Elle Kagan.